

CAMINANDO

MAI 2022 VOL. 36, NO. 1 10\$

EN MARCHÉ!

**MOBILISATIONS
SOCIALES
ET PANDÉMIE**



Coordination
Roselyne Gagnon

Comité éditorial
Adriana Raquel Aguilar Melo,
Martha Gutierrez, Roselyne Gagnon,
Alexánder Martínez, Éva Mascolo-Fortin

Traduction
Pierre Bernier, Joëlle Gauvin-Racine,
Marie-Gabrielle Groleau, Alexi Hachey-
Brunet, Cécile Loriato, Sarah Múnera,
Maude Normandin Bellefeuille,
Gabriel Poisson

Révision linguistique
Anna Hodde, Thérèse Guay,
Marie France Labrecque,
Marie-Eve Marleau

Couverture
Liana Pérez, 2022
www.lianaperez.com

Illustrations
Marina Alberti, François Émond,
Lucía Elsa Herrero, Isabel Orellana,
Liana Pérez

Promotion et développement
Roselyne Gagnon, Thérèse Guay,
Marie-Eve Marleau, Éva Mascolo-Fortin,
Sara Ortiz, Alexandra Parada

Conception graphique
Roselyne Gagnon

Impression
Katasoho

Boutique en ligne :
www.caminando.ca

Pour nous joindre
caminando@cdhal.org

Dépôt légal
Bibliothèques et Archives nationales
du Québec et du Canada

ISSN 1490-0661 (Imprimé)
ISSN 2563-6464 (En ligne)

ISBN 978-2-9819822-4-7 (Imprimé)
ISBN 978-2-9819822-5-4 (Pdf)

CAMINANDO

MAI 2022 • VOL. 36, NO. 1

Mise sur pied en 1980, Caminando, la revue d'éducation et d'engagement du CDHAL, est un outil de diffusion des luttes des mouvements sociaux et des groupes de base latino-américains donnant la voix à des défenseur-e-s des droits humains et des personnes engagées et militantes à travers les Amériques. Elle présente des articles portant un regard critique sur les grands enjeux de la vie sociopolitique en Amérique latine et les luttes pour la défense des droits et l'autodétermination menées par des communautés latino-américaines et canadiennes.

WWW.CAMINANDO.CA

Caminando se veut une revue qui donne la voix à une diversité de personnes et d'opinions. Les points de vue et analyses partagées par les auteurs-trices ne sont donc pas nécessairement celles du CDHAL.



Caminando est membre de la Société de développement des périodiques culturels québécois (SODEP)
www.sodep.qc.ca | info@sodep.qc.ca

Caminando est disponible sur Érudit, EBSCO et EbscoHost.

Caminando reçoit l'appui de la Société des Missions-Étrangères du Québec pour la production de Caminando, ainsi que pour son volet promotion et développement.

Caminando est publié par



Comité pour les droits humains
en Amérique latine (CDHAL)
2534 rue Dandurand
Montréal (Québec) H1Y 1S1, Canada
info@cdhal.org | www.cdhal.org

TABLE DES MATIÈRES

- 4 **Éditorial**
*Marie-Eve Marleau
et Roselyne Gagnon*
- 6 **Je suis sortie dans la rue**
Sharon Pringle Félix
- 8 **La contestation féministe
sur le territoire-corps
dans les médias numériques**
*Andrea Rodriguez, Ketzali Pérez,
Marta Karina Fuentes et Lise-Anne
Léveillé*
- 11 **La pandémie dans la vallée
d'Oaxaca : des communautés
sans eau et une entreprise
minière enrichie**
Fernanda Sigüenza Vidal
- 14 **La solidarité en temps de
pandémie avec le collectif
Nuestra Olla Común**
*Nasya S. Razavi
et Ida Peñaranda*
- 18 **TOUT EST POSSIBLE ! Le rêve
du *Paro Nacional* en Colombie**
*Projet Accompagnement
Solidarité Colombie (PASC)*
- 22 **Je suis de la génération
du ne pleure pas**
Sharon Pringle Félix
- 24 **Résister en pandémie :
les peuples autochtones
mayas face au mal-nommé
Train Maya**
Rosalinda Hidalgo
- 28 **Pandémie et mobilisation
sociale au Chili : éthique du
soin et nouvelles perspectives**
*Isabel Orellana
et Gabriel Poisson*
- 33 **Nicolas Guerrero**
Iván López
- 34 **Mouvements sociaux au
Chili : écoféminisme et
interculturalité**
Ivette Doizi
- 38 **L'importance des Actions
urgentes en soutien à la
résistance en Amérique latine
depuis le Canada**
*Équipe des actions urgentes
du CDHAL*
- 41 **Être autochtone, pauvre
et étudiant-e face à la
pandémie de 2020 et 2021.
Une organisation de jeunes
et la COVID à Cuetzalan, Puebla**
Ignacio Rivadeneira
- 46 **Résistance**
Martin Pouliot



Illustration : Isabel Orellana

Éditorial

Le contexte de la pandémie de COVID-19 a affecté tout le monde, certes, mais pas tous et toutes de la même manière. Au-delà du « ça va bien aller », elle a exacerbé les graves problématiques sociales, économiques et environnementales. Les mesures sanitaires et gouvernementales pour y faire face ont eu des impacts importants sur les droits des communautés. Dans plusieurs pays en Amérique latine, le slogan « rester chez soi », importé du Nord, qui allait soi-disant sauver des vies, a plutôt eu un effet inverse. Dans un contexte où gagner sa vie implique de sortir de chez soi, le respect de ces mesures signifie mourir de faim pour de nombreuses personnes. D'ailleurs, les décès dus à la faim, bien qu'ils soient difficiles à comptabiliser, auraient désormais dépassé ceux causés par la COVID-19.

Comme toujours, le capitalisme et son corollaire, l'extractivisme, ont contourné la crise et en ont profité pour poursuivre l'exploitation illimitée de la nature et engendrer des profits astronomiques. Pendant que la pandémie impliquait la perte de proches et entraînait une avalanche de pertes d'emplois et de revenus, résultant en une augmentation de la pauvreté extrême et de la faim, la richesse des dix hommes les plus riches au monde, quant à elle, a plus que doublé. On compte un nouveau milliardaire toutes les 26 heures depuis le début de la pandémie, mais les inégalités, elles, causent la mort d'une personne toutes les 4 secondes à travers le monde.

En Amérique latine, de nouvelles formes de résistance sont nées devant l'absence de soutien étatique. Ce sont les mouvements sociaux et les communautés les plus touchées, avec les femmes à

l'avant-plan, qui ont organisé des réseaux de solidarité et d'entraide pour répondre aux besoins de leurs concitoyen-ne-s : livraison de produits alimentaires, popotes populaires, brigades d'agent-e-s de santé communautaires, entre autres. On a travaillé à construire des plans d'autosuffisance sanitaire. Différents groupes et mouvements sociaux se sont tournés vers le virtuel pour poursuivre leurs activités et actions.

Des voix sont descendues dans les rues de plusieurs pays – dont le Guatemala, la Colombie, le Chili et le Brésil – pour exprimer leur mécontentement et leur désir de changement. Présent depuis des décennies, ce mécontentement s'est exprimé haut et fort, réunissant divers secteurs de la société, entre autres les jeunes, les femmes et les peuples autochtones, ravivant les voix historiquement marginalisées et résultant en des mobilisations citoyennes sans précédent.

De nombreux mégaprojets extractifs ont poursuivi leur cours, ayant été déclarés comme activités essentielles tôt après le début de la pandémie. Cette dernière s'est ajoutée à la pression déjà subie par les communautés, dont les peuples autochtones, pour défendre leurs territoires contre l'extractivisme vorace qui cherche à les transformer en région de développement pour des intérêts privés. C'est le cas, entre autres, du mégaprojet controversé et mal-nommé du Train Maya et de la minière Cuzcatlán au Mexique, qui nous sont présentés dans ce numéro. Utilisant les besoins exacerbés des populations pour redorer leur image, les entreprises extractives ont engendré des profits alors que la population traversait la pandémie en pleine sécheresse.

En Colombie, un projet de réforme fiscale visant à augmenter les taxes et touchant entre autres, les produits de base, a été l'étincelle d'une grande grève nationale de huit semaines, à partir de la fin avril 2021. La colère sociale, qui grondait déjà depuis 2008, avec des mobilisations autochtones et étudiantes, a éclaté par la réponse violente du gouvernement. Malgré le vent d'espoir que les élections de mai 2022 laissent présager, un panorama d'incertitude, d'instabilité, de répression et de violence se dessine.

L'instabilité politique ne laisse pas pour autant les communautés inactives. En Bolivie, des comités déjà formés à la suite du coup d'État de 2019 se sont mobilisés pour pallier l'absence de soutien de base dans un contexte de confinement strict pendant la pandémie. Malgré l'interdiction de circuler, des collectes et distributions de denrées alimentaires et de kits de médecine ancestrale ont eu lieu dans les zones périphériques de Cochabamba. Voulant garder une indépendance politique, ces actions se sont voulues être une expression de la lutte anticapitaliste, anticolonialiste et antiraciste.

Au Chili, les inégalités, déjà fortement présentes, se sont accentuées avec la pandémie. La mobilisation sociale d'octobre 2019 qui mettait en lumière ces fortes inégalités a été ravivée après quelques mois de pandémie devant la colère et la faim de la population. Des initiatives de popotes populaires ont ainsi vu le jour pour répondre aux besoins de base des populations vulnérables, sous le slogan « seul le peuple aide le peuple ».

L'action politique et la mobilisation se vivent également à travers des initiatives de médias numériques engagés, comme c'est le cas de RUDA femmes+territoires au Guatemala qui contribue à la lutte féministe, en tant qu'outil de contestation et de défense des territoires historiquement transgressés et épuisés par les violences multiples. Des organisations se sont également préoccupées de garder des liens étroits avec des populations marginalisées et en situation de précarité, comme c'est le cas du collectif Tajpianij à Cuetzalan au Mexique.

Les voix qui se rejoignent pour former ce numéro de Caminando proviennent des quatre coins du continent et sont porteuses d'espoir en ces temps incertains. Elles témoignent de la résistance, de la créativité et de la solidarité nécessaires à la construction d'alternatives face au capitalisme destructeur et à l'extractivisme qui s'accroît malgré un contexte aussi particulier que celui d'une pandémie mondiale.

Nous vous invitons donc à parcourir les pages de ce numéro qui a été rendu possible grâce à la contribution essentielle des auteurs-trices, poètes, illustrateurs-trices, traducteurs-trices, réviseur-e-s, membres du comité éditorial et nos précieux partenaires. Nous remercions chacune des personnes pour leur implication. Nous espérons que ce numéro contribuera à une réflexion sur les inégalités préexistantes exacerbées et celles engendrées par la pandémie.

Bonne lecture,

Marie-Eve Marleau
et Roselyne Gagnon



Illustration : Liana Pérez, 2022

Notes

1 Oxfam international (2022). « La fortune des dix hommes les plus riches du monde a doublé pendant la pandémie alors que les revenus de

99 % de la population mondiale ont été moins importants à cause de la Covid-19 », en ligne : <https://www.oxfam.org/fr/communiqués-presse/>

[la-fortune-des-dix-hommes-les-plus-riches-du-monde-double-pendant-la-pandemie](https://www.oxfam.org/fr/communiqués-presse/la-fortune-des-dix-hommes-les-plus-riches-du-monde-double-pendant-la-pandemie)

Je suis sortie dans la rue

Sharon Pringle Félix

Traduction par Pierre Bernier

Je suis sortie dans la rue
embrassant le visage incertain de la peur
bravant le fouet des regards
tentant de me faufiler dans le néant qui m'épuise
voilà tout.

Je suis sortie dans la rue
soixante jours
je ne cherche plus à savoir qui je suis par les temps qui
courent
j'effeuille la détresse d'un hier qui se fond avec demain
je me borde d'espérance
voilà tout.

Je suis sortie dans la rue
je frissonne
impossible de sortir si tu es enfermée
mais le geste d'y penser me reconforte
voilà tout.

Sharon Pringle Félix est née en 1977. Elle a grandi dans la région de La Chorrera au Panama. Animatrice de radio et journaliste, elle œuvre aussi en éducation populaire. Autant de pratiques où elle embrasse les principes du féminisme décolonial et de l'écologie politique. Elle écrit depuis l'âge de 15 ans. En 2021, elle a présenté son premier recueil de poèmes qui regroupe 30 œuvres écrites à divers moments dans sa vie et qui sont l'expression de son action politique.

Salí a la calle

Sharon Pringle Félix

Salí a la calle
besando lo incierto que es el miedo
desafiando las miradas de flagelo
intentando escurrirme entre la nada que agobia
tan solo eso.

Salí a la calle
sesenta días
ya no busco saber quien soy entre los tiempos
deshojo la inseguridad del ayer que es mañana
me arropo de esperanzas
tan solo eso.

Salí a la calle
me estremezco
no se puede salir si estás dentro
pero pensarlo me sabe a bien
tan solo eso.

La contestation féministe sur le territoire-corps dans les médias numériques

Andrea Rodríguez, Ketzali Pérez et Marta Karina Fuentes

Les questions sont posées par Lise-Anne Léveillé.

Traduction par Sarah Múnera

Suite à la lecture inspirante de l'éditorial de RUDA et son appel portant sur l'accès aux moyens de communication et sur le besoin de se réinventer et d'innover dans le contexte de la pandémie¹, Inter Pares a pu dialoguer dans le cyberspace avec son homologue RUDA mujeres + territorio (RUDA femmes + territoire).

Parlez-nous de vous : qu'est-ce que RUDA? Vous définissez-vous comme des actrices-teurs de la société civile? Quelle est votre mission?

RUDA est un média numérique féministe axé sur le journalisme, la recherche et la réflexion féministe au Guatemala. Sa mission est de faire circuler les informations et de susciter la réflexion en mettant au premier plan les luttes des femmes et leurs processus de guérison personnelle et collective dans le contexte de violence qu'elles subissent. Cette violence se traduit par la moyenne de quatre femmes disparues chaque jour, par les 544 féminicides commis en 2021, les 66 907 plaintes déposées pour violence contre les femmes et les 9 767 plaintes déposées pour viol. Ne dépendant d'aucune institution publique de l'État, RUDA fait partie de la société civile, mais ce n'est ni une organisation ni un collectif. Pour RUDA, le journalisme

est considéré comme un exercice actif et non passif, qui reconnaît l'incidence des récits numériques jusque dans les espaces les plus quotidiens des femmes.

RUDA utilisait déjà les médias sociaux avant la pandémie, mais qu'est-ce qui a changé dans votre mode de diffusion ces deux dernières années?

Le lancement de RUDA date de janvier 2020, la pandémie fait donc partie de presque toute son histoire. L'un des principaux changements a été le fait de travailler depuis chez nous, sous forme de travail non présentiel. Durant les premiers mois de la pandémie, il y a eu des restrictions, aussi bien par décision gouvernementale que par décisions personnelles, qui ont eu comme effet de ne pas sortir sur le terrain pour couvrir la situation. Mais lorsque les mobilisations des femmes ont éclaté en octobre 2020, RUDA a couvert les événements et cela a renforcé notre visibilité. Nous constatons qu'en tant que femmes, nous sommes en lutte permanente et qu'il est indispensable de faire écho à ces voix, en particulier dans des contextes de violence.

Comment réussissez-vous à vous organiser et à vous mobiliser de façon virtuelle?

Nous utilisons la notion de « salle de création » qui désigne l'espace où se réunit l'ensemble de l'équipe de RUDA composée de huit femmes. Nous échangeons par l'intermédiaire d'une plateforme sur laquelle nous avons créé un groupe et nous organisons des réunions hebdomadaires par appel vidéo. Nous avons également créé un

espace pour le comité de rédaction où participent quatre membres de l'équipe et nous y assurons la coordination des orientations éditoriales du média.

Comment s'organisent les mouvements sur lesquels vous travaillez?

Ce sont des mouvements de femmes très divers, qui vont de très jeunes organisations à des organisations historiques. Ils varient également en fonction du territoire à partir duquel ces mouvements s'organisent, qu'il soit rural ou urbain, autochtone ou métis, qu'ils défendent les droits ou répondent face aux violences. Peu importe le domaine, RUDA met l'accent sur les femmes au sein des mouvements.

Comment faire pour être présentes dans l'espace numérique de façon sécuritaire?

En prenant différentes mesures de sécurité comme les changements de mots de passe réguliers, le blocage des faux profils (phénomène des « Netcenters ») et des personnes qui nous attaquent verbalement ou nous menacent dans la section des commentaires de notre contenu. Nous veillons également à préserver l'anonymat lorsque cela est nécessaire, que ce soit au niveau de la signature des textes ou de nos sources.

Comment vos lectrices et votre public peuvent-elles participer en toute sécurité dans vos espaces?

Les réseaux sociaux ne proposent pas de filtre pour que les noms n'apparaissent pas quand les internautes réagissent à une publication ou rédi-



Voici comment le 8M s'est déroulé au Guatemala : une marée verte et violette a investi les rues du centre historique de la ville. Près de 300 femmes se sont exprimées pour faire valoir leurs droits.

Crédit : Ana Alfaron, 2022

gent un commentaire, mais nous n'avons enregistré aucun incident dû aux interactions sur nos réseaux.

L'un de vos editoriaux s'intitule « La contestation féministe sur le territoire-corps dans les médias numériques »¹, que voulez-vous dire?

C'est une façon de reconnaître le journalisme féministe et communautaire, étant donné le nombre de cas où les femmes journalistes communautaires et féministes ont été désavouées. Dans ce sens, il s'agit d'une prise de position politique qui réaffirme la possibilité d'exercer un journalisme féministe et de s'engager dans l'activisme sans perdre en pertinence, tout en mettant en évidence la contestation des récits dans les

médias numériques. Dans cet éditorial, nous reconnaissons le territoire-corps physique, le territoire-corps terre et le territoire-corps numérique, trois territoires à défendre constamment parce que les trois ont été transgressés. Cela nous permet non seulement de nommer la violence infligée à nos propres corps, mais aussi la violence infligée à la Terre-Mère et à nos espaces numériques.

Quelle est votre position face au contrôle des données et à la diffusion des fausses nouvelles?

C'est une question préoccupante, en particulier pour le mouvement féministe, car cela favorise la criminalisation et la stigmatisation. Par exemple, des fausses nouvelles sur les droits en matière de vie sexuelle et de

reproduction ou sur l'avortement peuvent être largement diffusées et susciter la stigmatisation et le rejet social des femmes qui luttent pour le droit de décider.

Au sein de RUDA, comment traitez-vous cette question?

Au sein de RUDA, nous abordons dans nos contenus des problématiques réelles, en nous appuyant toujours sur d'autres sources, et en vérifiant la véracité de nos publications.

Comment comblez-vous le fossé numérique?

RUDA a développé des liens à l'intérieur des communautés. Nous comptons un réseau de journalistes communautaires

Nous reconnaissons le territoire-corps physique, le territoire-corps terre et le territoire-corps numérique, trois territoires à défendre constamment parce que les trois ont été transgressés. Cela nous permet non seulement de nommer la violence infligée à nos propres corps, mais aussi la violence infligée à la Terre-Mère et à nos espaces numériques.

et de collaboratrices qui nous permettent de rendre visible ce à quoi elles sont confrontées dans leurs communautés. La radio est le moyen de communication le plus utilisé dans le pays, et bien que nous n'ayons pas encore exploré les possibilités de ce format, nous échangeons avec des animatrices de radio et il nous arrive de partager leurs programmes sur nos pages. Nous avons également dispensé des ateliers de communication numérique, nous en avons récemment organisé un pour des organisations de femmes dans les territoires du Guatemala. Le fossé numérique ne concerne pas seulement l'accès au numérique, mais aussi en ce qui a trait aux connaissances.

Comment innover dans ce contexte?

En 2022, nous misons sur le multiformat, en nous servant d'outils audio et vidéo, ainsi que de dessins et d'illustrations. Nous voulons que les informations soient accessibles et qu'elles touchent davantage de femmes, en particulier les jeunes femmes. C'est pourquoi nous réfléchissons et mettons à jour constamment nos stratégies numériques de diffusion et de plaidoyer.

Comment gardez-vous espoir malgré tous les faits difficiles que vous relatez et les défis dont nous avons parlé?

Nous savons que notre travail permet aux femmes de se faire entendre par l'intermédiaire de RUDA. Nous le vérifions chaque fois qu'elles se tournent vers nous pour dénoncer un fait, pour se renseigner ou pour en savoir plus sur la situation d'autres femmes qui vivent des événements semblables. Tout cela nous donne beaucoup d'espoir, car nous voyons que notre travail porte ses fruits.

Lise-Anne Léveillé travaille avec Inter Pares, une organisation féministe de justice sociale basée au Canada. Cet article est né d'une conversation avec des représentantes de RUDA.



Emma Molina Theissen (à gauche) aux côtés de sa mère, Emma Theissen. Le 23 mai 2018, un tribunal du Guatemala a condamné quatre officiers du haut commandement militaire et des services de renseignement pour la détention illégale et le viol d'Emma Guadalupe Molina Theissen, ainsi que pour la disparition forcée de son frère Marco Antonio Molina Theissen, âgé de 14 ans en 1981. Il aura fallu 37 ans pour que la justice soit rendue, grâce à la détermination et à la résistance de cette famille.

Crédit : Quimya De León, 2018.

Marta Karina Fuentes Kemp est féministe et travaille avec RUDA mujeres + territorio, un média numérique féministe au Guatemala. Elle est pharmacienne de formation. Elle a vécu une partie de son enfance et de sa jeunesse à Cuba. Elle a travaillé dans la production de documentaires et participe au festival international de cinéma « Memoria Verdad Justicia » (Mémoire Vérité Justice).

Andrea Fernanda López Rodríguez est sociologue féministe et antispéciste. Elle s'intéresse à l'étude des mouvements sociaux et la relation réfléchie entre la théorie et la pratique. Elle a été secrétaire des affaires académiques de l'Association des étudiant-e-s de l'École de sciences politiques (AECF) en 2017-2018, secrétaire des

affaires académiques de l'Association des étudiant-e-s universitaires (AEU) en 2018, et secrétaire générale adjointe de l'AEU en 2019. Elle est coéditrice de RUDA mujeres + territorio.

Ketzali Awalb'it Pérez Pérez, jeune, femme maya poqomam est féministe et antispéciste. Elle est étudiante au baccalauréat de musique et au baccalauréat d'art dramatique. Elle est également créatrice de textes et de musique, actrice, échassière et gestionnaire culturelle. Sa recherche est axée sur la justice, la tendresse et l'émancipation des corps. Elle a été secrétaire des Arts de l'AEU en 2017-2019. Elle est coéditrice de RUDA mujeres + territorio.

Notes

1 RUDA (2021). La disputa feminista del territorio-cuerpo en la media digital, en ligne :

<https://rudagt.org/editorial-no-5-la-disputa-feminista-del-territorio-cuerpo-en-la-media-digital/>

La pandémie dans la vallée d'Oaxaca : des communautés sans eau et une entreprise minière enrichie

Fernanda Sigüenza Vidal

La pandémie de COVID-19 a certainement bouleversé le monde entier. Ce qui est également vrai, c'est qu'elle ne nous a pas affecté-e-s de la même manière. Dans certains endroits, on affirmait avec détermination « ça va bien aller », alors que dans d'autres, la pandémie n'était qu'un problème de plus qui en exacerbait plusieurs autres. L'État d'Oaxaca, dans le sud du Mexique, en est un bon exemple. La pandémie n'a pas eu le même impact sur les profits d'une entreprise minière canadienne que sur la vie de la population majoritairement autochtone, zapotèque, qui défend son territoire face à cette entreprise depuis plus de dix ans.

La compagnie minière Cuzcatlán, filiale de l'entreprise canadienne Fortuna Silver, a commencé en 2012 l'exploitation de l'or et de l'argent à San José del Progreso, dans la vallée d'Ocotlán, à Oaxaca. Depuis ses débuts, la mine a été considérée comme responsable de la rupture du tissu social, d'un climat de violence et de répression gouvernementale, de l'assassinat de quatre personnes impliquées dans la défense du territoire, du stress hydrique dans la région et de la contamination des sources d'eau des communautés¹. Face à cette situation, les populations de San José del Progreso, Magdalena de Ocotlán et quelques autres villes de la vallée d'Ocotlán se sont organisées pour défendre leur territoire. C'est ainsi qu'a été créée la Coordinadora de los Pueblos del Valle de Ocotlán (CPUVO), qui mène la lutte contre la compagnie minière Cuzcatlán en plus d'être

devenue l'alliée de diverses autres luttes contre l'extractivisme minier au Mexique.

La pandémie dans la vallée d'Ocotlán

Le 13 mai 2020, l'exploitation minière a été déclarée activité essentielle par le gouvernement mexicain. Les mines ont été autorisées à reprendre le travail alors que la plupart des activités sont restées en pause en raison des grandes vagues d'infections liées à la COVID-19 qui ont déferlé sur le pays. Parallèlement, le 16 mai, la ville de Magdalena de Ocotlán a été déclarée « municipalité de l'espoir ». Autrement dit, il s'agissait de l'un des 324 territoires qui, à partir du 18 mai, pouvaient reprendre des activités normales après un confinement généralisé, puisqu'ils n'avaient enregistré aucun cas de COVID-19 depuis au moins un mois².

La société minière Cuzcatlán affirme avoir repris ses activités le 27 mai 2020 et, en quelques jours, les premiers cas de COVID-19 ont été enregistrés à Magdalena de Ocotlán et à San José del Progreso. Selon les autorités de Magdalena de Ocotlán, le premier décès lié à la COVID enregistré dans leur communauté a été celui de la mère d'un travailleur de la mine. En fait, la CPUVO a souligné lors des *Jornadas por la vida y la Madre Tierra*, tenues le 22 juillet 2020, que la compagnie minière n'avait pas réellement arrêté ses activités lorsque le gouvernement du pays avait déclaré le début du confinement le 23 mars. Il est même rapporté que l'entreprise aurait caché des informations sur les contagions au sein de son personnel. Pour leur part, les habitant-e-s de la communauté affirment que le virus est arrivé sur leur

territoire par le biais de travailleurs amenés du nord du Mexique pour travailler dans la mine³.

Face à la menace de la pandémie, la communauté d'Ocotlán a réagi en s'organisant localement. La population a cherché à clôturer le territoire et à en contrôler les accès pour contenir la propagation du virus; la société minière n'a cependant pas respecté ces mesures et a refusé d'établir un dialogue avec les autorités communautaires. La seule réponse de la compagnie minière de Cuzcatlán à la pandémie a été la création du « Fonds d'urgence communautaire pour la COVID-19 ». Par le biais de ce fonds, la compagnie a distribué de l'eau de Javel, du désinfectant, du détergent et quelques denrées alimentaires à certaines familles de San José. Selon la compagnie minière, entre le 16 et le 29 avril 2020, 3 000 trousseaux de nettoyage et de désinfection ont été distribués aux membres les plus vulnérables de la communauté de San José del Progreso⁴. La Coordinadora de los Pueblos Unidos del Valle de Ocotlán et le Colectivo Oaxaqueño de Defensa de Territorios ont dénoncé ce prétendu programme d'aide pour deux raisons : tout d'abord, pour avoir réservé l'aide aux familles favorables à la mine, une action qui n'a fait qu'accroître la rupture du tissu social dans la communauté; ensuite, les deux organisations considèrent que l'entreprise cherchait à laver son nom en profitant des besoins de la population dans une période de pandémie et de sécheresse dans la région⁵.

Pandémie et manque d'eau

En plus de la pandémie, les populations de l'État d'Oaxaca, y compris de la vallée d'Ocotlán, ont dû faire face à une année de sécheresse en 2020. Selon les résultats

de l'Observatoire de la sécheresse de la Commission nationale de l'eau, l'État d'Oaxaca a attiré l'attention cette année-là, car 23,2 % du territoire était « anormalement sec », notamment entre les mois de mars et d'août⁶. Ainsi, face à une pandémie alors que l'eau était plus que jamais nécessaire pour nettoyer les surfaces et se laver les mains constamment, les communautés autour de la mine de Cuzcatlán n'y avaient que peu accès.

Bien évidemment, la sécheresse a également affecté les cultures des communautés et, par conséquent, l'accès à la nourriture et les revenus de plusieurs familles. Cette situation d'insécurité alimentaire a également été exploitée par l'entreprise minière de Cuzcatlán, en distribuant des paniers alimentaires aux personnes dans le besoin qui lui étaient favorables⁷.

En outre, alors que les territoires de la vallée d'Ocotlán étaient anormalement secs et que la population traversait une pandémie, l'exploitation minière, une activité connue pour sa forte consommation d'eau, a été déclarée activité essentielle. La société minière Cuzcatlán, par exemple, a fait état d'une consommation de 8,1 millions de litres d'eau par jour en 2017⁸. Or, selon les données de l'OMS, une personne utilise en moyenne 100 litres d'eau par jour entre la satisfaction des besoins vitaux et l'hygiène personnelle.

En juillet 2020, des éleveurs-euses de Magdalena de Ocotlán ont remarqué que l'eau du collecteur d'eaux pluviales

situé près du ruisseau Santa Rosa était rougeâtre et qu'une substance visqueuse blanche y flottait. Une analyse a montré que la présence de certaines substances chimiques dépassait les niveaux recommandés pour la protection de la vie aquatique en eau douce. Malgré le fait que la seule source de substances extérieures à l'écosystème de la région soit la mine et que le collecteur d'eau soit situé à moins de 300 mètres de ses installations, la compagnie a nié toute responsabilité, arguant qu'il n'y avait eu aucun déversement en provenance de ses bassins de déchets⁹. En pleine pandémie, la communauté a donc perdu une autre source d'eau, aggravant ainsi la précarité économique de plusieurs familles désormais obligées d'acheter de l'eau en bouteille parce que leurs sources naturelles d'eau ont été contaminées par la compagnie minière.

En fin de compte, la pandémie n'a pas eu les mêmes effets sur tout le monde, même dans la vallée d'Ocotlán, dans le centre d'Oaxaca. En plus de traverser une pandémie en pleine sécheresse, la population d'Ocotlán a dû faire face à des difficultés d'accès à la nourriture et à une grave crise économique. En même temps, l'entreprise minière de Cuzcatlán a augmenté ses profits grâce à une hausse des prix des métaux. Elle a déclaré 279 millions de dollars de revenus en 2020, tout en arguant que la quarantaine de 54 jours imposée face à la pandémie avait affecté ses bénéfices¹⁰.

En plus de traverser une pandémie en pleine sécheresse, la population d'Ocotlán a dû faire face à des difficultés d'accès à la nourriture et à une grave crise économique. En même temps, l'entreprise minière de Cuzcatlán a augmenté ses profits grâce à une hausse des prix des métaux.

Fernanda Sigüenza Vidal est mexicaine, immigrante, candidate à la maîtrise en sociologie à l'Université du Québec à Montréal et elle détient une maîtrise en histoire de l'Université nationale autonome du Mexique.

Notes

1 Malgré tous les dégâts causés par Minera Cuzcatlán et contre la volonté des communautés, en décembre 2021, la filiale de la compagnie minière canadienne Fortuna Silver a obtenu un permis d'exploitation d'or et d'argent pour 12 années supplémentaires.

2 Navarro F., Santiago (2020). « Magdalena Ocotlán : De la esperanza a la resistencia », *Avispa Midia*, 28 juillet, en ligne : <https://avispa.org/magdalena-ocotlan-de-la-esperanza-a-la-resistencia/>

3 Asamblea Oaxaqueña en defensa de la tierra y el territorio (2020). « Las entrañas de la madre tierra se respetan : Sí a la vida no a la minería », Webinaire, *Jornadas por la vida y la Madre Tierra*, en ligne : <https://www.facebook.com/111491733980600/videos/292836585310291>

4 Compañía Minera Cuzcatlán (2020). « Compañía Minera Cuzcatlán crea fondo de emergencia

comunitario ante el COVID-19 », en ligne : <https://mineracuzcatlan.com/2020/04/29/compania-minera-cuzcatlan-crea-fondo-de-emergencia-comunitario-ante-el-covid-19/>

5 Colectivo Oaxaqueño en Defensa de los Territorios (2020). « Necesario seguir reforzando medidas de sanidad, en todas las regiones del estado de Oaxaca », *Boletín de prensa*, 16 mai, en ligne : <https://endefensadelosterritorios.org/2020/05/16/necesario-seguir-reforzando-medidas-de-sanidad-en-todas-las-regiones-del-estado-de-oaxaca/>

6 Lozano E., Rafael (2020). « Oaxaca : Minería podría agudizar sequía en pleno pico de la pandemia », *Avispa Midia*, 15 juin, en ligne : <https://avispa.org/oaxaca-mineria-podria-agudizar-sequia-en-pleno-pico-de-la-pandemia/>; Subgerencia de Climatología y Servicios Climáticos, « Monitor de sequía de México al 31 de diciembre de 2020 »,

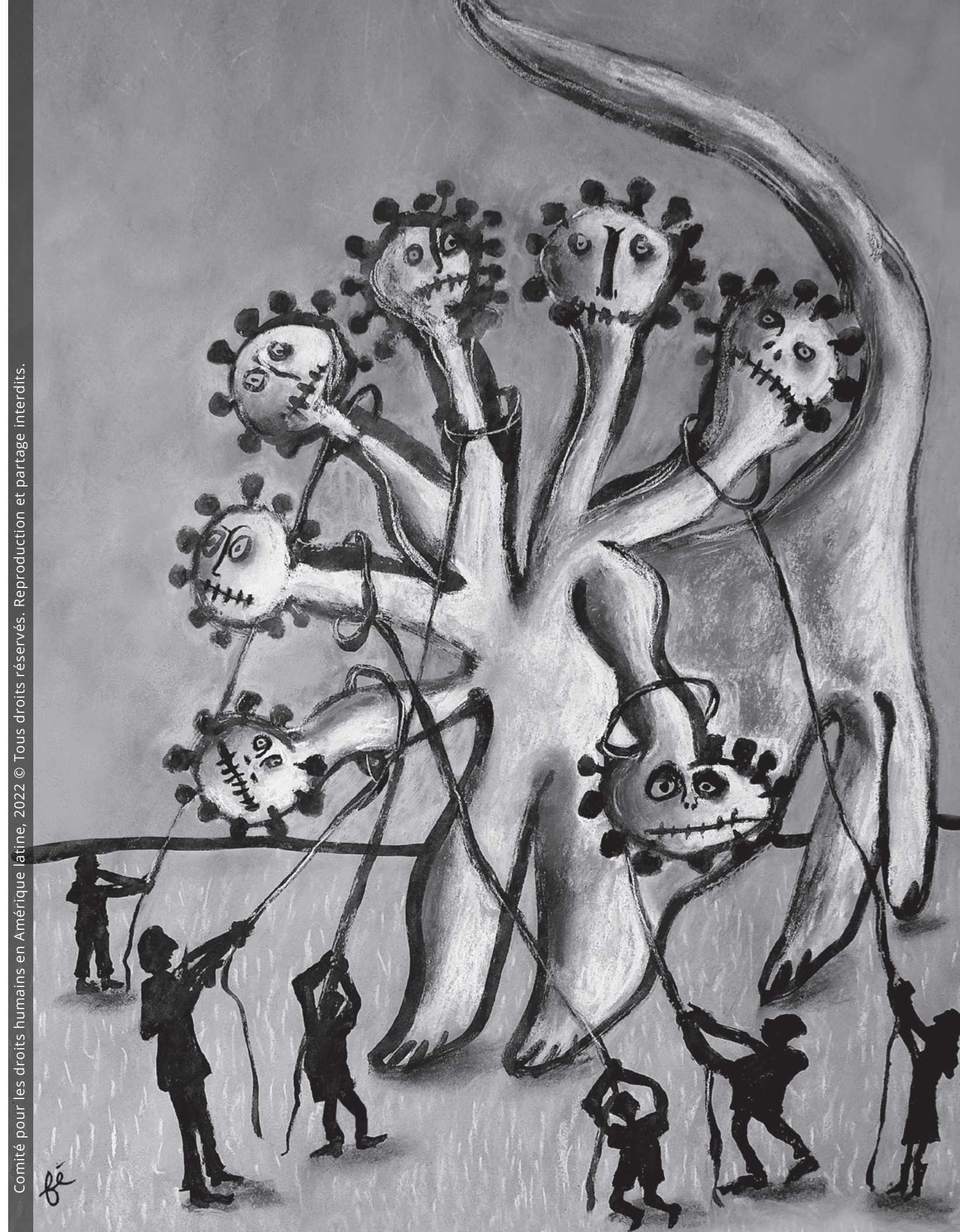
Monitor de sequía, en ligne : <https://smn.conagua.gob.mx/es/climatologia/monitor-de-sequia/monitor-de-sequia-en-mexico>

7 Asamblea Oaxaqueña en defensa de la tierra y el territorio (2020). « Las entrañas de la madre tierra se respetan : Sí a la vida no a la minería », Webinaire, *Jornadas por la vida y la Madre Tierra*, en ligne : <https://www.facebook.com/111491733980600/videos/292836585310291>

8 Lozano E., *op. cit.*

9 Navarro F., *op. cit.*

10 Suaste, Sara (2021). « Se agota el oro y la plata en Oaxaca; se lo llevó Minera Cuzcatlán y de paso contaminó el río », *Regeneración Radio*, 8 avril, en ligne : <https://regeneracionradio.org/archivos/10764>



La solidarité en temps de pandémie avec le collectif *Nuestra Olla Común*

Nasya S. Razavi et Ida Peñaranda

Traduction par Gabriel Poisson

Devant l'absence de soutien de l'État, les pratiques d'entraide ouvrent la porte à différentes formes d'organisation pour répondre aux besoins collectifs. À Cochabamba, en Bolivie, la pratique des popotes populaires a refait surface aux quatre coins de la ville en réaction aux difficultés économiques dues au confinement en raison du coronavirus (le taux de personnes employées a diminué de 16 % dans les centres urbains¹). La popote populaire (*Olla común*) est la pratique de partager des aliments et prend racine dans la tradition des communautés andines d'alimenter un grand nombre de personnes, et dans la coutume des femmes qui cuisinent pour aider à maintenir les grèves, comme les grèves des mineurs du 20^e siècle et, plus récemment, au sein des luttes pour la protection des ressources naturelles. La popote populaire peut se référer à de petits gestes de sollicitude, comme le feraient deux mères de famille qui s'échangent des ingrédients comme des patates et du riz pour compléter un repas, mais peut aussi impliquer des efforts plus larges.

En 2020, six femmes se sont réunies pour former *Nuestra Olla Común* (Notre popote populaire), un collectif qui a mis sur pied une cuisine mobile dans le but d'appuyer les quartiers marginalisés de la zone sud de Cochabamba. Afin d'aider à couvrir les besoins alimentaires de base, *Nuestra Olla Común* ramassait des dons de denrées alimentaires à travers la ville malgré la mobilité restreinte pour desservir dix quartiers

périurbains et venir en aide à 1 500 personnes, dont une importante population de personnes migrantes internes qui vivent dans des situations d'extrême précarité, en plus de subir de la discrimination raciale. Le collectif a aussi distribué 300 kits andins ancestraux, qui contiennent des herbes médicinales traditionnelles, reconnaissant et valorisant la médecine et les connaissances traditionnelles. Ce travail de reproduction sociale s'est inscrit dans un contexte de crise politique grave résultant des élections nationales controversées de novembre 2019 qui ont menées à l'exil de l'ex-président Evo Morales et à l'instauration du gouvernement par intérim de droite de Jeanine Añez.

Nous avons parlé avec *Nuestra Olla Común* afin d'en apprendre plus sur les défis de mener à bien cet effort de support collectif dans un climat politique profondément divisé.

Comment se sont passés les premiers jours et les premières semaines de la pandémie dans la ville de Cochabamba? Comment s'est formé *Nuestra Olla Común*?

Il y a eu un coup d'État dans le pays en 2019. Face à l'inquiétude concernant ce qui se déroulait, nous nous sommes réunies avec des camarades à travers des réseaux, pour assurer un suivi de la situation et participer nous-même à des mouvements sociaux. Personnellement, je vis dans la zone sud de Cochabamba, dans le secteur périphérique de Villa Pagador, où se situent plusieurs quartiers populaires construits sur les flancs d'une montagne. C'est un secteur périurbain complètement laissé à lui-même qui fait d'ailleurs face à un problème généralisé d'accès à l'eau. Au cours des

conflits de 2019, de nouveaux comités et de nouvelles organisations se sont créés pour pallier les actes de violence qui se multipliaient dans le pays. Depuis, nous nous sommes organisées dans la zone sud et nous avons créé des liens avec plusieurs quartiers plus éloignés et avec la zone de Sacaba.

Le coup d'État est maintenant chose du passé, mais les conflits ne cessent pour autant, et c'est à ce moment que la pandémie a éclaté. L'État nous a confiné pendant plus de deux mois et demi, sans fournir un soutien de bases pour les familles. La majorité des gens qui vivent dans la zone sud sont des travailleurs et travailleuses précaires et des commerçant-e-s qui vivent d'une paye à l'autre. Alors puisque nous avons déjà des organisations collectives, les comités de défense, qui sont des comités autoconvoqués et autonomes, nous nous sommes réunies et à partir de là, les popotes populaires ont commencé à être mises sur pied.

C'est une initiative qui provient des femmes qui vivent dans ces quartiers, et puisque nous n'allions plus au travail et que nous restions à la maison, nous avons pu nous organiser. Avec le peu que les gens donnaient – parce qu'eux et elles non plus n'ont pas beaucoup d'argent – nous avons essayé de mettre sur pied une popote populaire. Je suis donc entrée en contact avec des femmes qui étaient engagées depuis des années dans de larges réseaux, et c'est à partir de ce moment que nous avons commencé à nous rencontrer : *Nuestra Olla Común* est alors née. Un réseau s'est formé pour solliciter des aliments et grâce à ces contacts et à toutes les personnes qui ont contribué, nous avons pu participer à gérer la crise alimentaire.



Nuestra Olla Común distribue de la nourriture dans des quartiers populaires de Cochabamba, en Bolivie.

Crédit : *Nuestra Olla Común*

Comment s'est manifestée la participation des femmes?

La participation des femmes a été très importante parce qu'en tant que responsables de leur milieu familial, elles ont dû assurer l'alimentation de leur propre famille. Ce que nous faisons dans le comité permettait aux femmes de ramener un plat de nourriture à la maison. La situation d'insécurité que nous avons vécue était assez critique, mais grâce aux réseaux développés avec les femmes et avec la popote populaire, il a été possible de garder l'initiative active et d'ouvrir d'autres cuisines populaires dans des quartiers plus éloignés, afin de fournir de la nourriture préparée, mais aussi des paniers d'aliments et des vêtements aux résident-e-s. Nous avons pu rencontrer plus de familles en situation d'extrême pauvreté dans les secteurs plus éloignés de la zone sud, notamment sur les

flancs des montagnes entourant la ville, qui est une zone assez vaste et déconnectée du centre urbain, mais malgré la distance, nous avons réussi à y mettre sur pied des popotes populaires.

La quarantaine en Bolivie était stricte à cette époque. Les gens étaient affligés par la peur et la paranoïa. Comment avez-vous fait pour sortir et circuler librement?

Dans les quartiers de la zone sud, des comités ont été mis sur pied pour résister au coup d'État. C'est dans ce contexte que des camarades étaient présent-e-s pour nous aider à opérer. Nous avons un camarade qui possédait une voiture et puisqu'il vendait des œufs et travaillait dans l'alimentation, il avait la permission des autorités de circuler. Il s'est donc proposé pour nous prêter son auto. Nous l'avons chargée avec des œufs, des cartes de

la ville, tout le nécessaire pour camoufler nos denrées, et nous sommes parties. Nous avons fait un dépliant pour pouvoir identifier les points de collecte dans la ville et nous sommes allées collecter les aliments. Ensuite, nous avons sollicité un collègue qui possède une auto et nous avons fait une demande de permis afin de pouvoir transiter du nord au sud pour transporter la nourriture.

***Nuestra Olla Común* n'a aucune affiliation politique et ne reçoit pas non plus de financement. Pouvez-vous nous en dire plus sur cet aspect et pourquoi c'était important pour le travail que vous réalisez?**

Nous sommes un collectif qui n'appartient à aucun parti politique et nous l'avons toujours souligné lorsque nous sommes allé-e-s dans les quartiers. C'est important en raison de notre indépendance politique. Nous sommes un collectif indépendant, mais nous ne sommes pas non plus un collectif caritatif. Nous ne faisons pas ces actions parce que nous prenons les gens en pitié ou simplement par charité, mais parce que nous avons un engagement et cet engagement, c'est la solidarité, mais dans une perspective d'engagement politique précisément avec les secteurs qui sont les plus vulnérables. Nous avons vu à quel point les personnes migrantes sont criminalisées dans la zone sud. La solidarité s'est également tissée entre ces quartiers. Notre engagement politique consiste à travailler précisément avec ces secteurs historiquement négligés. C'est une lutte anticapitaliste, anticolonialiste et antifasciste. *Nuestra Olla Común* survit grâce aux contributions des gens, souvent sous forme de nourriture, mais aussi financières.

Nous ne faisons pas ces actions parce que nous prenons les gens en pitié ou simplement par charité, mais parce que nous avons un engagement et cet engagement, c'est la solidarité [...]



Broderie *Olla Común* par Paulina Arguto.
Crédit : *Nuestra Olla Común*

Allez-vous poursuivre ce travail? Y a-t-il encore des besoins alimentaires dans la zone sud? Comment voyez-vous la crise économique en Bolivie?

La population nous a soutenus dans la première partie de la pandémie. L'année dernière, durant la quarantaine, les gens étaient plus sensibles parce qu'ils et elles voyaient qu'il n'y avait pas de travail alors ils et elles donnaient plus. Nous sommes également en contact avec des résident-e-s bolivien-ne-s aux États-Unis et ils et elles nous ont soutenus. Mais ces dons ont déjà diminué car tout le monde est dans le besoin, nous cherchons tous et toutes du travail. Il y a toujours eu des besoins dans les quartiers périphériques et je ne pense pas que cela s'arrêtera de sitôt. Il faut un changement structurel fondamental pour que les probléma-

tiques d'accès aux besoins de base soient complètement éradiquées. Mais oui, la pandémie a frappé fort sur nos quartiers. Beaucoup de personnes qui avaient fait des économies les ont utilisées et nous commençons à le sentir. Au début, les gens étaient très actifs, mais aujourd'hui, c'est beaucoup plus le calme. Mais nous voulons quand même maintenir ce collectif pour pouvoir contribuer non seulement avec de la nourriture, mais aussi avec d'autres types de projets. Pour nous, c'est un acte de revendication politique. Nous voulons également aborder la question de la récupération de la mémoire historique avec les jeunes, parce que selon nous le coup d'État que nous avons vécu est le résultat d'une perte de mémoire historique dans le pays, ainsi que des guerres que nous avons connues, comme la guerre du gaz et

la guerre de l'eau. Nous considérons donc qu'il faut travailler à rafraîchir la mémoire historique collective.

Y a-t-il des leçons que vous reprenez du travail d'entraide que vous avez effectué?

Nous avons appris comment la solidarité fonctionne entre les gens. Nous avons une devise qui dit « seul le peuple prend soin du peuple ». Nous-mêmes, en tant que peuple, devons avoir confiance dans le fait que nous allons prendre soin les uns des autres, que nous allons nous nourrir les uns les autres, que nous allons nous guérir les uns les autres, parce que nous avons cet héritage communautaire qui nous vient de nos communautés, de nos parents, de nos grands-parents. Cela a fonctionné avec *Nuestra Olla Común* : nous avons réussi à créer ce réseau de solidarité et ça continue. Nous n'allons jamais nous laisser-tomber les uns les autres, en tant que peuple.

Vous pouvez trouver plus d'information sur le travail de *Nuestra Olla Común* sur leur page Facebook : <https://www.facebook.com/Nuestra-Olla-Comun-111335203865326>

Nasya S. Razavi est chercheuse associée au City Institute de l'Université York et fait partie du réseau GenUrb. Elle est l'auteure de *Water governance in Bolivia : Cochabamba since the Water War*.

Ida Peñaranda est chercheuse sociale dans les domaines des technologies de l'information et de l'étude de genres en Bolivie.

Notes

1 OIT. Oficina regional para América Latina y el Caribe. (2020). Nota técnica. Panorama Laboral en tiempos de la COVID-19 : Impactos en el mercado

de trabajo y los ingresos en América Latina y el Caribe [2da edición]. https://www.oitcinterfor.org/publicaciones/NotaPlaboral_Covid19



TOUT EST POSSIBLE !

Le rêve du *Paro Nacional* en Colombie

Projet Accompagnement
Solidarité Colombie (PASC)

Le 28 avril 2021 restera gravé dans l'Histoire comme étant le début du *Paro Nacional*, une mobilisation nationale d'envergure en Colombie. L'Histoire se rappellera ce *Paro* pour sa résistance inspirante, mais également pour ses 80 mort-e-s¹, ses quelque 300 disparu-e-s ou encore ses centres de tortures dans des hangars d'épicerie².

Cette mobilisation, qui a duré plus de huit semaines, rappelle les grandes grèves des années 1970. En espagnol, le mot *paro*, qui signifie arrêt, coexiste avec le mot grève, *huelga*, décrivant un arrêt de travail des travailleuses et travailleurs d'un ou plusieurs secteurs de l'industrie. Le *Paro* de 2021 s'est caractérisé par des blocages de route en zone rurale aux abords des réserves autochtones, dans des territoires collectifs de communautés afrodescendantes et dans ceux où l'organisation paysanne est l'autorité locale *de facto*. Mais surtout, ce *Paro* a été marqué par des mobilisations urbaines sans précédent dans les 50 dernières années de lutte sociale en Colombie.

On a beaucoup parlé du rôle de la jeunesse pauvre des quartiers périphériques et marginalisés des grandes villes durant ces mobilisations. Ces jeunes ont défendu leurs quartiers en érigeant des barricades, le plus souvent avec le mécanisme d'organisation autonome connu comme la « première ligne ». Dans le contexte actuel latino-américain, les premières lignes sont ce que le *black bloc* a été lors des contre-sommets et autres mobilisations contre la mondialisation capitaliste. Beaucoup plus colorées, elles se composent de dizaines, voire de centaines de jeunes qui, le plus

souvent munis de casques de vélo et de boucliers faits de tonneaux coupés en deux, défendent la ligne de front. Ces tonneaux sont marqués de graffitis tels que ACAB³, 1312⁴, *Ni una menos*⁵ et autres slogans caractéristiques des luttes actuelles.

Le rôle des jeunes est peut-être l'élément qui a généré le plus large consensus, à gauche comme à droite. D'ailleurs, face à l'échec des négociations avec les centrales syndicales et devant la nécessité d'offrir une réponse aux revendications, le gouvernement a pris acte et proposé des élections à des conseils de la jeunesse de même que quelques programmes d'insertion des jeunes. Bien que cette jeunesse combative et colorée soit l'emblème international des mobilisations, elle n'était pas seule. Elle comptait sur un tissu social qui s'est solidifié par la création de brigades médicales improvisées (permettant l'accès à des cliniques populaires plutôt que de se faire hospitaliser et risquer de se faire arrêter), par l'organisation des popotes populaires par leurs mères et aussi par les blocages paysans, afros et autochtones – lesquels, depuis plusieurs décennies, reposent sur leurs propres premières lignes appelées Gardes (*Guardia indígena*). Les Gardes autochtones, marrons (*cimarrón*⁶) et paysannes sont des corps de protection communautaire non armés qui se basent sur un fort système d'autogouvernement communautaire.

Les premières lignes sont en quelque sorte un nouveau type de gardes urbaines, mais qui en sont à leurs premiers pas. En juillet 2021, après huit semaines de mobilisations, la Garde autochtone s'est même rendue à Bogotá pour réaliser une cérémonie auprès des premières lignes du Portail de la résistance, consciente du fait que ce

type d'organisation populaire doit être structurée et convaincue de son rôle de protection communautaire dans un pays en guerre depuis tant d'années. Le Portail de la résistance est un des nombreux lieux qui ont été renommés au cours de cette lutte où se sont entremêlés les déboulonnements de statues de conquérants coloniaux par des peuples autochtones, dont les Misak, et les cérémonies d'inauguration au cours desquelles des avenues, des places et des ponts ont été rebaptisés : Pont des mille luttes, Port de la résistance, Passage de l'endurance... Un mouvement qui a conscience d'être en train d'écrire une page de l'Histoire avec un grand H prend le temps de laisser sa trace dans les mémoires.

Les antécédents de cette lutte sont nombreux : en 2008, en pleine guerre, le mouvement autochtone s'était déclaré en Minga, une action collective pour le bien commun, et avait marché du sud vers la capitale, réunissant au fil des jours en son sein de nombreuses organisations sociales et communautaires. Ces dernières venaient grossir les rangs des peuples autochtones qui, selon leurs propres mots, avaient décidé de risquer de mourir debout plutôt qu'à genoux. Les mouvements étudiants avaient fait la une en 2011 avec la MANE (Mesa Amplia Nacional Estudiantil), une alliance nationale de mouvements étudiants qui avait secoué le pays⁷, remplissant les rues de milliers d'étudiant-e-s. En 2013, les accords de libre-échange et leurs effets dévastateurs sur l'économie paysanne et sa possibilité même d'exister alors qu'on privatisait les semences avaient donné lieu au premier d'une longue série de *Paros agrarios* (agraraires) – 2014, 2016, 2018. Ces *Paros* avaient mené à un processus de négociation avec le gouvernement national

parallèlement aux négociations de paix avec les guérillas des FARC et de l'ELN. Les accords signés avec les acteurs des secteurs agraire et populaire n'ont pas été davantage respectés que ceux signés avec les FARC et, comme ce qui s'est produit avec l'ELN, la table de négociations a finalement été désertée par le gouvernement. En 2019, le mouvement social colombien cherchant à créer des alliances entre les secteurs ruraux, étudiants, syndicaux et des villes avait lancé un appel à la mobilisation. Celle-ci avait surpris par sa vigueur, obligeant le gouvernement à décréter des couvre-feux systématiquement défiés par des rassemblements de voisins munis de casseroles.

C'est alors que la pandémie de la COVID-19 est venue perturber cette courbe ascendante, avec des slogans comme « rester chez soi », un slogan importé du Nord. Dans un pays où la majorité sort de chez elle pour gagner son pain quotidien pour travailler dans l'économie informelle, respecter les mesures sanitaires signifie mourir de faim. Alors que l'État finançait des compagnies aériennes en péril, le peu d'argent destiné aux paniers alimentaires pour les quartiers les plus appauvris était détourné, laissant ainsi des milliers de personnes dans la faim.

Dès juin 2020, des manifestations symboliques de quelques centaines de marcheuses et marcheurs alertaient l'attention internationale alors que des chiffons rouges, symboles de la faim, étaient suspendus aux fenêtres des maisons. En septembre, le ton est monté à la suite d'un épisode de brutalité policière alors qu'un chauffeur de taxi étudiant en droit, du nom d'Ordoñez, a été *tase*⁸ puis battu à mort par la police. Son délit avait été de boire une bière sur la voie publique. Les vidéos de ses cris suppliant ses bourreaux de le lâcher alors qu'il agonisait sont devenues virales. À peine quelques jours auparavant, dans la banlieue de Soacha, une dizaine de jeunes sont morts alors que le poste de quartier a pris feu. Trois jours d'émeutes ont suivi la diffusion des vidéos d'Ordoñez. La tension a continué



Crédit : PASC

La pandémie a d'abord agi comme couvercle, occultant la colère qui grondait, mais elle est ensuite devenue le catalyseur d'une ébullition sous pression.

de monter et les mobilisations sporadiques de reprendre jusqu'en avril 2021, alors qu'à l'occasion d'une mobilisation syndicale unitaire, une véritable explosion sociale s'est produite, soufflant sur son passage tout ce qui semblait empêcher de changer le monde. L'étincelle fut un projet de réforme fiscale pour augmenter les taxes et en créer de nouvelles sur des produits de base comme le poulet, le café, le chocolat, le sucre, le sel, etc. Les couches populaires étaient les principales visées par ces nouvelles taxes pendant que l'oligarchie économique et politique était épargnée.

Huit semaines de *paro*. La répression et le terrorisme d'État ont été la réponse du gouvernement. Les scènes d'horreur, de torture, les mort-e-s ont finalement eu comme résultat de freiner les assemblées populaires de quartier, leurs barricades et les blocages. Cependant, cet épisode a marqué les consciences. La pandémie a d'abord agi comme couvercle, occultant la colère qui grondait, mais elle est ensuite devenue le catalyseur d'une ébullition sous pression.

C'est maintenant le tour des élections – celles des conseils de la jeunesse se sont déroulées en 2021, et celles des

parlementaires de même que les présidentielles ont lieu en 2022 – d'agir comme un couvercle sur cette colère qui ne s'est pas apaisée. Une coalition progressiste est en marche et un candidat alternatif a des chances de prendre la présidence pour la première fois de l'histoire, mais, quel que soit le résultat de ces élections, le panorama qui suivra est incertain et risque d'être mouvementé. Un gouvernement alternatif fera-t-il face à une tentative de coup d'État ou encore de déstabilisation par les États-Unis et les forces militaires et paramilitaires qu'ils ont entraînés, comme récemment, par exemple, au Pérou, en Bolivie ou au Honduras? Et s'il peut gouverner, ce gouvernement sera-t-il en mesure d'améliorer substantiellement les conditions de vie de la population au sein d'une économie dépendante des marchés globaux et soumise aux caprices du capital? Que sera-t-il possible de transformer dans un pays où améliorer les conditions de travail, comme instaurer la journée de 8 heures, accorder un salaire minimum qui permettrait de manger, ou encore une assurance chômage, semble relever d'un programme anticapitaliste alors qu'il ne s'agit que de gains sociaux libéraux?

Les élections des conseils de la jeunesse n'ont pas connu l'engouement escompté par le gouvernement. La guerre continue de faire rage et de déplacer massivement des populations comme les centaines d'Emberá du Chocó réfugié-e-s dans un parc au centre de Bogotá, affrontant quotidiennement des risques d'éviction par la police antiémeute⁹ alors qu'elles ne réclament que le droit de retourner sur leurs territoires en paix. Cette histoire s'écrira sous peu, nourrie des espoirs accumulés dans ce *Paro Nacional* qui a permis de croire, ne serait-ce qu'un instant, que tout était possible.

Le Projet Accompagnement Solidarité Colombie (PASC) est un collectif basé au Canada né suite aux grandes mobilisations contre la Zone de libre-échange des Amériques. Depuis 2003, le PASC réalise de l'accompagnement auprès de communautés et organisations colombiennes et diffuse de l'information sur les mouvements sociaux colombiens tout en dénonçant les intérêts canadiens impliqués dans le conflit social et armé en Colombie. L'accompagnement international représente pour le PASC un moyen de transférer nos privilèges canadiens aux mouvements et communautés en résistance.

Notes

1 Indepaz (2021). Listado de las 80 víctimas de violencia homicida en el marco del Paro Nacional al 23 de Julio, en ligne : <http://www.indepaz.org.co/victimas-de-violencia-homicida-en-el-marco-del-paro-nacional/>

2 Centro de Información sobre Empresas y Derechos Humanos (2021). « Colombia : Medio local de Cali y algunas ONG denuncian supuesta utilización de instalaciones de Supermercado Éxito (de Grupo Casino) como lugar de torturas por la policía; con comentarios de la empresa. 26 mai 2021 », en ligne : [https://www.business-humanrights.org/es/%C3%BAltimas-noticias/colombia-medio-local-de-cali-y-algunas-ong-denuncian-supuesta-utilizaci%C3%B3n-de-instalaciones-de-supermercado-%C3%A9xito-de-grupo-casino-como-lugar-de-](https://www.business-humanrights.org/es/%C3%BAltimas-noticias/colombia-medio-local-de-cali-y-algunas-ong-denuncian-supuesta-utilizaci%C3%B3n-de-instalaciones-de-supermercado-%C3%A9xito-de-grupo-casino-como-lugar-de-torturas-por-la-polic%C3%ADa/)

[torturas-por-la-polic%C3%ADa/](https://www.business-humanrights.org/es/%C3%BAltimas-noticias/colombia-medio-local-de-cali-y-algunas-ong-denuncian-supuesta-utilizaci%C3%B3n-de-instalaciones-de-supermercado-%C3%A9xito-de-grupo-casino-como-lugar-de-torturas-por-la-polic%C3%ADa/) et <https://twitter.com/wilsonariasc/status/1395758516397383687?lang=fr>

3 « All Cops Are Bastard »

4 1312 = ACAB

5 « Pas une de moins » (slogan féministe contre les féminicides)

6 Le marronnage était le nom donné à la fuite d'un esclave à l'époque coloniale. Le fugitif lui-même était appelé marron ou *cimarrón*, le terme espagnol d'origine.

7 Mobilisation étudiante massive contre une réforme en éducation. Voir Wikipédia (2022). « Movilización estudiantil en Colombia de 2011 », en ligne : [https://](https://es.wikipedia.org/wiki/Movilizaci%C3%B3n_estudiantil_en_Colombia_de_2011)

es.wikipedia.org/wiki/Movilizaci%C3%B3n_estudiantil_en_Colombia_de_2011

8 Utilisation du taser (afin d'immobiliser la personne par électrocution).

9 Depuis septembre 2021, des centaines de familles autochtones des peuples Emberá du Chocó se sont réfugiées sous des tentes de plastique au centre-ville de Bogotá, dans le parc national, afin d'attirer l'attention des autorités sur le fait qu'ils et elles n'ont nulle part où aller depuis leur déplacement hors de leur territoire. Les Emberá habitent des territoires riches en minerais, frontaliers avec le Panama où la guerre fait rage.

Illustration : Marina Alberti



Je suis de la génération du ne pleure pas

Sharon Pringle Félix

Traduction par Joëlle Gauvin-Racine¹

Je suis de la génération du ne pleure pas
héritière d'une légion de tyrannies
ici il faut suivre mes règles

tais-toi, et fais pas chier
sois gentille, et donne un bisou
si tu tombes, ne pleure pas
si tu sors par cette porte,
ne reviens pas.

Et quand la couenne a recouvert mes plaies,
des branches ont poussé sur ma chair.
Je me suis fondue dans l'aube
mais jamais je n'ai caressé mes fruits
je les ai pleurés.

J'ai assumé le nom de famille du maître,
pour survivre, pour ce qu'ils appellent
famille,
mais je ne me suis plus tue.
J'ai ramassé ce qu'il restait du butin
j'ai fui loin de ma mère
je me suis rebellée.

Un jour j'ai retrouvé la parole
j'ai haï le fouet du maître
j'ai embrassé mes grands-mères
j'ai rompu le silence.
J'ai pleuré, hoquetant les tortures
comme on pleure, nous les femmes,
dans un coin caché
je ne me suis plus jamais punie.

Je suis d'une génération de salauds avec
les femmes
parce qu'elles sont grosses
qu'elles sont lesbiennes
qu'elles sont noires
qu'elles les ont charnués
qu'elles sont indiennes

qu'elles sont chrétiennes
qu'elles sont maigres
parce qu'elles n'ont pas le cul ni les
seins assez gros
parce qu'elles sont femmes et rien
d'autre que femmes.

Je suis de la génération du oublie ça
du il n'y a rien là
mais il y a des douleurs
des pierres incrustées dans ma peau
des odeurs

Attention petite!
Je ne suis plus une enfant!
Attention qu'ils t'engrossent
la demoiselle!

Cache tes fesses
agace!
Ici, il y a une heure de rentrée
les hommes n'entrent pas dans la
cuisine
ils ne font rien.

Je suis de la génération du ne me touche
pas!
Je ne veux pas!
Je suis de la génération de la balayeuse
de rue, pieds nus
des indigents entre les milliers d'édifices
Je suis de la génération pour le droit à
décider
parce que ce corps-là est à moi et c'est
moi qui décide.

Je suis de la génération du « pas une de
plus! »
du « nous nous voulons vivantes »
de la paix sur laquelle fleurit la rébellion
de celles qui sont souveraines de leurs
corps
je suis de la génération de la folie
qui rompt les concepts et délaisse les
modèles

qui se dénude dans la file des pourquoi
cette génération du tu ne me feras pas
taire
merde!
Me taire pour quoi?

Je suis de la génération de la sororité,
du câlin
des amies qui sont des sœurs
alors quand elles m'ont donné leurs
mains pleines de fruits
j'ai su que ce n'était pas une utopie
que sur cette histoire volée quelque
chose pouvait bel et bien fleurir.

Moi
mise au monde dans la génération du
ne pleure pas
avec ma besace encombrée de pertes
sans remords
j'ai hurlé
j'ai gémi
j'ai simplement pleuré
je me suis pardonnée.

Soy de la generación del no llores

Sharon Pringle Félix

Soy de la generación del no llores
heredera de una legión de tiranías
aquí se siguen mis reglas
cállate y no jodas
saluda con un beso
si te caes no llores
si sales por esa puerta no
vuelvas.

Y cuando el cuero curó mis llagas,
me brotaron ramas en toda mi carne.
pero nunca acaricié mis frutos
fui alborada
los lloré.

Asumí el apellido del amo,
para sobrevivir, por eso que llaman
familia,
más no callé.
Agarré lo que quedaba del hurto,
huy lejos de mi madre,
me rebelé.

Un día supe de letras
odié el látigo del amo
abracé a mis abuelas
rompí silencios.
Lloré hipeando torturas
como lloramos las mujeres, en la vasija
del guardado,
nunca más me castigué.

Soy de una generación hijoeputa con las
mujeres
por ser gordas
por ser lesbianas
por ser negras
por ser bembonas
por ser indias
por ser cristianas
por ser flacas
por no tener grande el culo ni las tetas
por ser mujeres y nada más que
mujeres.

Soy de la generación del olvida eso
del no pasa nada
pero hay dolores
piedras incrustadas en mi piel
olores
cuida' o chiquilla
¡Ya no soy niña!
cuida' o te preñan
¡la señorita!
tápate la cola
¡coqueta!
aquí hay hora de entrada
los hombres no entran en la cocina
no hacen nada.

Soy de la generación del ¡no me toques!
¡Que no quiero!
Soy de la generación de la limpia calles
descalza
de indigentes entre miles de edificios
Soy de la generación por el derecho a
decidir
porque esta cuerpa es mía y yo elijo.

Soy de la generación del ni una menos
de la paz que florece rebeldía
de las que son dueñas de su cuerpo
porque nos queremos vivas
soy de la generación de la locura
que rompen conceptos y quitan
esquemas
que se desnuda en la fila de los porqués
esa generación del no me calles
¡Carajo!
¿Callarme para qué?

Soy de la generación del abrazo sororo
de las amigas que son hermanas
por eso cuando ellas me dieron sus
manos llenas de frutos supe que no era
utopía el poder florecer de esta historia
robada.

Yo
parida en la generación del no llores
con mi alforja atestada de quebrantos
sin remordimientos
clamé
gimoteé
tan solo lloré
me perdoné.

Sharon Pringle Félix est née en 1977. Elle a grandi dans la région de La Chorrera au Panama. Animatrice de radio et journaliste, elle œuvre aussi en éducation populaire. Autant de pratiques où elle embrasse les principes du féminisme décolonial et de l'écologie politique. Elle écrit depuis l'âge de 15 ans. En 2021, elle a présenté son premier recueil de poèmes qui regroupe 30 œuvres écrites à divers moments dans sa vie et qui sont l'expression de son action politique.

Notes

¹ Avec la collaboration d'Amelia Orellana et de Pierre Bernier.

Résister en pandémie : les peuples autochtones mayas face au mal-nommé Train Maya

Rosalinda Hidalgo

Traduction par Maude Normandin Bellefeuille et Marie-Gabrielle Groleau

En juillet 2018, un changement radical dans l'histoire récente du Mexique a été annoncé. Finalement, après trois tentatives, le représentant de la gauche partisane, Andrés Manuel López Obrador (connu sous l'acronyme AMLO), a été élu président du Mexique. Il ne fait aucun doute que ce triomphe a suscité beaucoup d'espoir de justice et de changement dans divers secteurs sociaux, principalement pour ceux et celles qui ont été historiquement marginalisés, comme les peuples autochtones. Malheureusement, tout cela n'était qu'une illusion et de nombreux mouvements autochtones pour la défense des territoires ont été trahis par le projet « Cuarta Transformación » (Quatrième Transformation) puisque, comme cela avait été le cas avec les gouvernements fédéraux précédents, les cosmovisions de ces peuples n'ont pas été considérées dans l'élaboration des projets nationaux comme les mégaprojets du Train Maya et du Corridor Interocéanique.

Le Mexique est un pays extrêmement diversifié; une grande partie de sa richesse naturelle et culturelle est concentrée dans les territoires autochtones. Il existe plus de 60 groupes ethniques qui occupent 80 % des forêts par le biais de la propriété collective, sous la forme d'*ejidos* ou de communautés agraires. Actuellement, les

peuples autochtones subissent une forte pression pour défendre et prendre soin de leurs territoires contre l'extractivisme vorace qui cherche à transformer ces territoires en grandes régions de développement.

La lutte pour la terre face aux projets fédéraux d'intérêt public

Depuis au moins trois décennies, on tente d'arracher le pouvoir de la terre aux peuples autochtones. En 1992, des programmes tels que le PROCEDE¹ ont été créés par le Secrétariat de la réforme agraire, afin que les *ejidos* puissent vendre ou louer des terres à des particuliers. Les *ejidos* et les communautés agraires sont des institutions communautaires qui ont la propriété légale des terres. Ces institutions sont reconnues depuis le siècle dernier suite au triomphe de la révolution d'Emiliano Zapata. « Terre et liberté » est encore un slogan pour de nombreux peuples autochtones : « la terre, comme la dignité, n'est ni à vendre ni à louer. La terre n'est pas vendue, elle est aimée et défendue ».

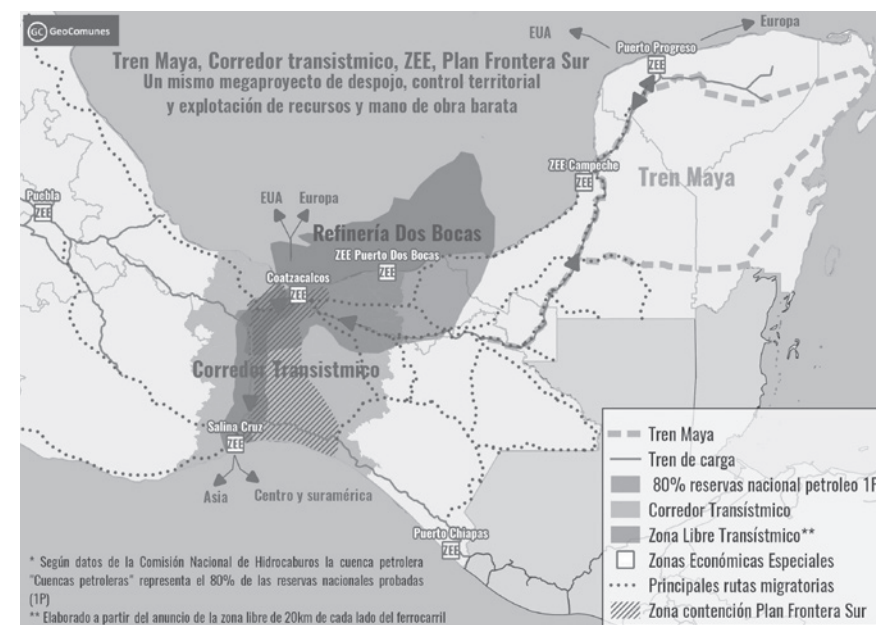
La propriété collective des terres est ce qui a garanti jusqu'à présent le contrôle du territoire, non seulement pour la gestion des ressources naturelles ou de l'agriculture, mais aussi pour la cohésion sociale et la vie communautaire à travers les assemblées, qui sont la plus haute autorité décisionnelle et où l'on détermine si un projet est approuvé ou non.

À la fin de l'année dernière, le Conseil national autochtone², une organisation indépendante créée le 12 octobre 1996 en réponse à la célébration officielle du

500^e anniversaire de la « découverte » de l'Amérique, a dénoncé le fait que le gouvernement fédéral a déclaré le 21 novembre que les travaux d'infrastructure sont d'intérêt public et de sécurité publique. Ceci constitue sans aucun doute l'autorisation fédérale pour l'installation de mégaprojets avec le soutien de la Garde nationale. Face à ce décret présidentiel, les communautés et organisations autochtones ont engagé des actions en justice pour protéger leurs territoires. Parmi elles, il y a l'Assemblée des défenseur·e·s du territoire maya Múuch' Xiinbal, dans la péninsule du Yucatán, contre le mal-nommé Train Maya, et l'Assemblée des peuples autochtones de l'isthme en défense de la terre et du territoire (APIIDTT) contre le corridor interocéanique qui vise à construire 34 parcs industriels qui traverseront le pays, du golfe du Mexique à l'océan Pacifique. Ces deux entités jouent un rôle clé dans la remise en question et dans la dénonciation de ces projets de développement dans les territoires autochtones avec un gouvernement de gauche.

Le cas du mal-nommé Train Maya

Le projet phare qui marquera les six ans du mandat d'AMLO sera le Train Maya. Plus qu'un simple train pour des touristes blancs, il s'agit d'un projet de réaménagement territorial visant à convertir la péninsule en un corridor industriel et touristique de grande envergure. Le discours officiel affirme qu'il s'agira d'un projet de tourisme et de développement pour la région³, mais pour les peuples mayas, c'est le coup de grâce car il coupera le cœur de la jungle,



Carte du Train Maya

Crédit : Geocomunes

comme le mentionne Pedro Uc, affectant principalement les peuples et la culture mayas. Pour mesurer l'ampleur de l'impact, selon les chiffres officiels, on estime qu'en 2053, il y aura 46 millions de touristes par an. Bien que ce projet ne soit pas le seul à menacer les territoires mayas, c'est celui qui renforcera la dépossession dont le peuple maya a déjà souffert avec le développement touristique de Riviera Maya.

L'Assemblée des défenseur·e·s du territoire maya Múuch' Xiinbal⁴ mentionne que depuis 2018, il y a une avalanche de mégaprojets dans la péninsule du Yucatán : parcs éoliens et photovoltaïques, élevages de porcs, monocultures de soja transgénique, sociétés immobilières avec un tourisme dit vert, qui est pourtant un tourisme à fort impact. Le Train Maya est la continuation de ce qu'était le Plan Puebla Panama, il y a 20 ans.

« Qui vous a demandé un train? À qui avez-vous demandé si vous pouviez diviser le cœur de la péninsule? C'est une situation qui ouvre le cœur de la péninsule pour le passage d'un train. Dès le début, nous avons dit que [le train] n'était pas pour nous. Parce que si c'est pour les Autochtones, c'est

étrange que les Autochtones n'aient pas été questionnés ou consultés » (Pedro Uc)⁵.

L'imposition du projet suscite de nombreuses inquiétudes, et l'une d'entre elles concerne les répercussions sur les écosystèmes, tels que les eaux souterraines, les forêts tropicales et les systèmes côtiers, comme les mangroves, de même que les impacts sur la grande diversité de la faune, l'habitat du jaguar et d'autres animaux symboliques de la culture maya.

Les peuples autochtones nous avertissent depuis longtemps que si la locomotive capitaliste continue, très peu survivront.

« Une forte destruction se prépare; ce sera peut-être le dernier coup porté à la culture maya, car si quelqu'un sera fortement touché, c'est bien la culture maya, c'est bien la communauté maya. Cette dernière va se retrouver diluée au sein de la multitude de cultures venant des personnes étrangères et ce qu'il nous reste sera perdu. Ce que nous demandons dans le cas du train, c'est la destruction de ce que nous appelons le patrimoine culturel et d'autres choses encore » (Pedro Uc)⁵.

Depuis le lancement du projet, les peuples mayas de Quintana Roo, Campeche, Yucatán et Chiapas se sont organisés contre ce mégaprojet. Pendant la pandémie, les organisations ont dénoncé l'absence de consultation des différents peuples et toutes ont dénoncé la manière dont les consultations ont été menées. L'organisation Communautés du Conseil régional autochtone et populaire de Xpujil, dans l'État de Campeche, a obtenu une injonction judiciaire après avoir dénoncé une « consultation simulée et frauduleuse » que le gouvernement mexicain avait menée sur la construction du Train Maya dans la péninsule du Yucatán, qui traverserait leurs territoires d'origine.

D'autres peuples ont utilisé des recours juridiques pour défendre leurs terres par le biais d'appels au sujet des études d'impact environnemental, et contre le Bureau du procureur agricole (*Procuraduría agraria*) pour empêcher la vente ou la location de terres.

La question foncière n'est pas mineure si l'on prend comme point central le fait que plus de 3,5 millions de personnes dans les États concernés par le projet appartiennent à un peuple autochtone ou à une communauté agraire. Il y a 5 386 *ejidos* avec des droits fonciers sur plus de 12,5 millions d'hectares inclus dans le projet. Violeta Nuñez, chercheuse de l'Uam Xochimilco, déclare que « l'une des principales caractéristiques des territoires où le projet sera construit est la forte présence du mode de vie paysan ». Cela explique les efforts du gouvernement pour convaincre les *ejidos* et les communautés autochtones de vendre ou de louer leurs terres ou, dans le meilleur des cas, de parvenir à une négociation qui promet un minimum d'améliorations des conditions de vie. Cependant, cela n'est pas convaincant pour la majorité de la population.

« Qui recevra les véritables bénéfices du train? Il y a deux ans, la construction du train a commencé et on nous a dit qu'ils allaient améliorer l'eau

potable, l'électricité, l'emploi, la santé et le logement. Tout allait s'améliorer. Même sur le bulletin de la consultation, ils ont mis toute une liste de choses positives que le train allait apporter. Deux ans plus tard, pas une seule communauté n'en a bénéficié. Mais combien ont gagné les entreprises qui construisent le train? Qui en profite réellement? Ce n'est pas vrai que les communautés bénéficieront de ce projet. Il n'y a pas de vérité là-dedans. Ce qui se passe, c'est que nous sommes en train d'être anéantis » (Pedro Uc)⁵.

La valeur des terrains a augmenté jusqu'à 300 % en raison de la spéculation foncière. À moyen terme, cela signifie le déplacement de milliers de personnes qui n'ont pas les moyens de vivre dans les nouveaux centres qui seront développés avec les 18 gares.

La résistance du peuple Maya : la capacité de dire non

Pendant la pandémie, les travaux du train n'ont pas cessé. Sous le thème « restez chez vous pour atténuer la contagion » et, bien que les assemblées communautaires aient été limitées, cela n'a pas empêché la mobilisation de se poursuivre.

Il ne fait aucun doute qu'il y aura un avant et un après dans le territoire maya avec la construction du Train Maya. Pour les touristes du Nord, le

train sera certainement un voyage inoubliable, mais ce qu'ils ne voudront pas savoir, c'est le coût social, culturel et écologique de leur repos, que l'eau utilisée pour leur douche est l'eau qu'une famille sera privée de boire.

Il est clair que la résistance et toutes les voix dissidentes n'arrêteront pas un projet du gouvernement fédéral, et encore moins considérant le fait qu'il soit exploité et protégé par l'armée mexicaine, ce qui est une autre des caractéristiques de ce projet. Le discours fédéral fait appel à un ethnodéveloppement dans lequel les populations autochtones cessent d'être autochtones et sont incorporées comme classe ouvrière nécessaire au modèle économique et culturel qui sera imposé avec la réorganisation, niant le mode de vie autochtone.

« Il s'agit de dire que nous ne sommes pas d'accord avec notre propre mort, nous ne consentirons pas à notre propre mort. Nous nous battons. Qu'allons-nous gagner? La capacité de dire non. Et ça aussi c'est une victoire. Que le train s'arrête ou non, notre victoire réside dans le fait que nous ne consentons pas qu'une injustice nous soit faite. López Obrador ne peut pas nous disqualifier, car nous ne recevons l'argent de personne » (Pedro Uc)⁵.

Ce sont les peuples autochtones qui nous avertissent de cette destruction et nous espérons que leur résistance ne

Ce sont les peuples autochtones qui nous avertissent de cette destruction et nous espérons que leur résistance ne soit pas seulement un exemple, mais bien un signal d'alarme pour mettre fin à la destruction de la vie sous toutes ses formes.

soit pas seulement un exemple, mais bien un signal d'alarme pour mettre fin à la destruction de la vie sous toutes ses formes.

Rosalinda Hidalgo est anthropologue et activiste pour la défense des fleuves au Mexique et en Amérique Latine. Elle est responsable des actions urgentes du CDHAL, membre du comité des femmes de l'Association des travailleurs et travailleuses d'agence de placement (ATTAP) et maman d'un bébé.

Notes

1 Programme de certification de ejidos.

2 Le Congrès national autochtone a été constitué le 12 octobre 1996, dans le but d'être le siège de tous les peuples autochtones, c'est-à-dire un espace où les peuples autochtones pourraient trouver un espace de réflexion et de solidarité pour renforcer leurs luttes de résistance et de rébellion, avec leurs propres formes d'organisation, de représentation et de prise de décision. Voir <http://www.congresonacionalindigena.org/que-es-el-cni/>

3 Le Train Maya est officiellement un « projet visant à améliorer la qualité de vie des gens, à prendre soin de l'environnement et à faire exploser le développement durable ». Il couvrira une distance d'environ 1 500 kilomètres et traversera les États de Chiapas, Tabasco, Campeche, Yucatán et Quintana Roo.

4 L'Assemblée a été créée en 2018 à Merida Yucatán

avec des représentants de 25 communautés de la péninsule maya. Son principe est le suivant : « La terre n'est ni à vendre ni à louer ». Ceux et celles qui veulent faire partie de l'assemblée ne peuvent ni vendre ni louer leurs terres. Le second principe est « non aux partis politiques, car ils ne sont pas la solution, ils sont le problème ». Ils et elles ont également convenu de ne pas accepter de financement de la part de fondations ou de bailleurs de fonds internationaux.

5 Durán, Thelma Gómez (2022). Entretien : Tren Maya: « Lo menos que hay es el respeto a la cultura maya », *Mongabay*, en ligne : https://es.mongabay.com/2022/03/tren-maya-impactos-ambientales-mexico-entrevista-pedro-uc-be/?fbclid=IwAR2c-lxFC-9nET9x_ursofDcL8LyDYAmQSDliA-GwmC44l_FITZS7QnJDi0A

Références

Comité pour les droits humains en Amérique latine (CDHAL) (2020). « Des organisations autochtones réussissent à arrêter la construction du Train Maya au Mexique », en ligne : <https://www.cdhal.org/des-organisations-autochtones-reussissent-a-arreter-la-construction-du-train-maya-au-mexique/>

Núñez Rodríguez, Violeta R. (2020). « Los misteriosos "polos de desarrollo" del Tren Maya ». *Rompeviento TV*, en ligne : <https://www.rompeviento.tv/los-misteriosos-polos-de-desarrollo-del-tren-maya/?fbclid=IwAR1Px89Nh70qAn-HIIMCAnAbucdtYUjn2wMjovEBOjq6bUCht1AL-bk9sqHPg>



Illustration : Liana Pérez, 2022

Pandémie et mobilisation sociale au Chili : éthique du soin et nouvelles perspectives¹

Isabel Orellana
et Gabriel Poisson

La crise sociale qui avait déclenché la mobilisation d'octobre 2019 au Chili s'est accentuée profondément sous les effets de la COVID-19, sombrant le pays dans la pire des crises économiques depuis 1982. Suite à la pandémie, la perte massive d'emplois a laissé des millions de personnes inactives, provoquant une augmentation des niveaux et des taux de pauvreté sans précédent². L'endettement étouffait les familles, tout en accentuant la surcharge de travail non rémunéré de millions de femmes. Aussi, la situation de précarité des personnes âgées, fortement dénoncée lors de la révolte de 2019, a empiré de façon inquiétante. De ce fait, en l'an 2020, environ 30 % des personnes âgées étaient obligées de travailler pour répondre aux besoins de survie de base³. Les inégalités sociales, déjà fortement présentes dans le pays, se sont creusées⁴.

L'angoisse causée par le manque de revenus, l'enfermement dû au confinement, l'augmentation des violences, l'épuisement, la maladie, les nombreux décès, le stress et la faim ont rendu la situation insoutenable. « L'équation est simple et sombre : le virus a apporté la quarantaine, la quarantaine a apporté le chômage et le chômage a apporté la faim. Ainsi se multiplient également les cas de personnes atteintes »^{5 6}.

Mais la situation de crise que vit le pays est également associée à l'expansion des frontières extractives dans la foulée des investissements privés chiliens et étrangers. La multiplication des projets extractifs, notamment dans les secteurs forestier et minier, suscite en

effet de plus en plus de réactions. Elle est perçue par les personnes affectées comme un processus de dépossession et de saccage qui perturbe profondément les territoires et les communautés. Les cinq « zones de sacrifice » du Chili sont l'expression maximale de la dégradation extrême de la santé des communautés et des milieux de vie provoquée par les développements industriels. Cette situation, amplifiée par le contexte de changements climatiques, a un impact particulier sur l'eau (quantité, qualité, accès, propriété), et ce, au milieu de l'une des pires crises hydriques dans l'histoire du Chili. Plus de 50 % des communes du pays se trouvent en état de pénurie hydrique, une situation qui touche près de 50 % de la population du pays et un tiers du territoire national⁷. Plus de 400 000 familles sont ravitaillées en eau par des camions-citernes. L'eau étant privatisée, elle est devenue un objet lucratif qui renforce les dynamiques d'iniquité, provoquant de fortes protestations.

Les conflits socioécologiques sont devenus une réalité qui ne cesse de s'amplifier. Au nord, l'expansion minière y est prépondérante (mégaprojets à ciel ouvert, nouveaux projets d'exploitation de lithium et des terres rares, entre autres); au centre, l'amplification de projets miniers et l'agriculture intensive d'exportation sont les principales causes de conflits; tandis qu'au sud, ce sont plutôt l'expansion forestière (monoculture de pin et d'eucalyptus) et la multiplication de barrages hydroélectriques, particulièrement en territoire autochtone Mapuche, qui sont pointées du doigt. La question de l'eau est encore ici un enjeu central dans la plupart de ces conflits.

Les mobilisations historiques ont d'ailleurs associé les problématiques sociales qui les affectent aux graves problèmes de dévastation des territoires et des milieux de vie. La plus grande manifestation tenue au Chili, le 25 octobre 2019, qui a réuni seulement à Santiago, la capitale, plus de 1,2 million de personnes, illustre bien une prise de conscience de ces problèmes et une détermination de revendiquer massivement les enjeux de justice sociale et environnementale (en particulier, celle relative à l'eau). Cette manifestation a également repris une demande sociale qui se frayait un chemin depuis un certain temps dans le pays : la création d'une assemblée constituante au Chili, pour en finir avec la Constitution des années 80 héritée de la dictature de Pinochet.

Une nouvelle période d'expression publique massive de mécontentement

Bien que la première période de la pandémie ait perturbé l'itinéraire prévu du processus constitutionnel et ait aussi produit un ralentissement des mobilisations, les protestations ont repris peu de mois après le début de la crise sanitaire. La situation était devenue extrêmement explosive en raison du manque de revenus, associé à la perte massive d'emplois. Ainsi, l'explosion sociale du 18 octobre 2019, qui mettait en lumière l'ampleur des frustrations sociales cumulées durant trois décennies par de larges secteurs de la population, et qui avait subi un repli durant les premiers temps de la crise sanitaire, reprenait dans des manifestations de colère liées à la faim. Le coronavirus n'a fait que rendre plus visibles les iniquités structurelles et les a exacerbées.

À la faim s'ajoutait la colère d'une population qui endurait le contrôle et la répression des forces policières et militaires qui, en pleine pandémie, avaient vu leurs attributions et pouvoirs accrus après l'adoption d'une loi spéciale. Ce déploiement répressif supplémentaire, qui était déjà très présent dans certaines régions, a été mal accueilli par une partie de la population. Les organisations sociales considéraient que ces mesures spéciales visaient avant tout à désarticuler la mobilisation sociale et à diminuer son influence. On considérait aussi que les autorités souhaitaient assurer l'impunité des responsables de graves violations aux droits humains qui avaient été dénoncées par plusieurs missions d'observation⁸.

Éthique du soin, alternatives de survie et articulation sociale

Mais, malgré ce contrôle accru, face à la difficile réalité multidimensionnelle causée par la pandémie et le manque de revenus, les familles les plus vulnérables du pays ont mis en place des stratégies collectives de subsistance. Il s'agissait de faire face à la faim. Ces initiatives s'inspiraient de traditions communautaires vieilles de plus de 100 ans des quartiers populaires. Sous la consigne « seul le peuple aide le peuple », des centaines d'*ollas comunes* (popotes populaires)⁹ ont été mises en place pour subvenir aux besoins de base des secteurs les plus précarisés. Elles sont devenues un espace pour prendre des forces, pour survivre afin de poursuivre la résistance. Les efforts citoyens ont convergé pour faire face au problème partagé, cherchant à combler le vide de services de l'État et à trouver des solutions enracinées dans la collectivité.

C'était une forme de réponse au délaissement des autorités, disaient les responsables de ces initiatives d'auto-gestion. Un processus d'organisation collective s'est mis en marche autour de la campagne de collecte d'aliments, de la mise en place d'une infrastructure pour la préparation et la distribution de plats préparés et du développement d'un fonctionnement adapté aux conditions adverses de la pandémie et aux mesures de sécurité sanitaire. Faisant parfois face à la répression de la police qui n'épar-

gnait pas la population en détresse, comme c'était le cas dans le quartier de El Bosque, où les voisins ont brisé la quarantaine pour crier faim dans les rues¹⁰, de multiples *ollas comunes* prirent place à travers le pays, permettant de nourrir des milliers de familles. Les stratégies de résistance et de solidarité se sont déployées avec une intensité redoublée. On construisait ainsi un mouvement de solidarité aussi fort que celui vécu en 1982, lors de la crise économique vécue sous la dictature de Pinochet. Des

centaines d'initiatives ont vu le jour à Santiago et à travers tout le pays, comme à La Florida, El Bosque, La Pintana et San Bernardo, entre autres. La grande majorité de ces initiatives ont été portées par des femmes, parfois avec le soutien des communautés religieuses de base, des municipalités et de certaines institutions. L'Institut de politiques publiques de l'Universidad Católica del Norte a notamment créé une plateforme permettant de répertorier et de cartographier les initiatives, comme l'illustre la Figure 1.

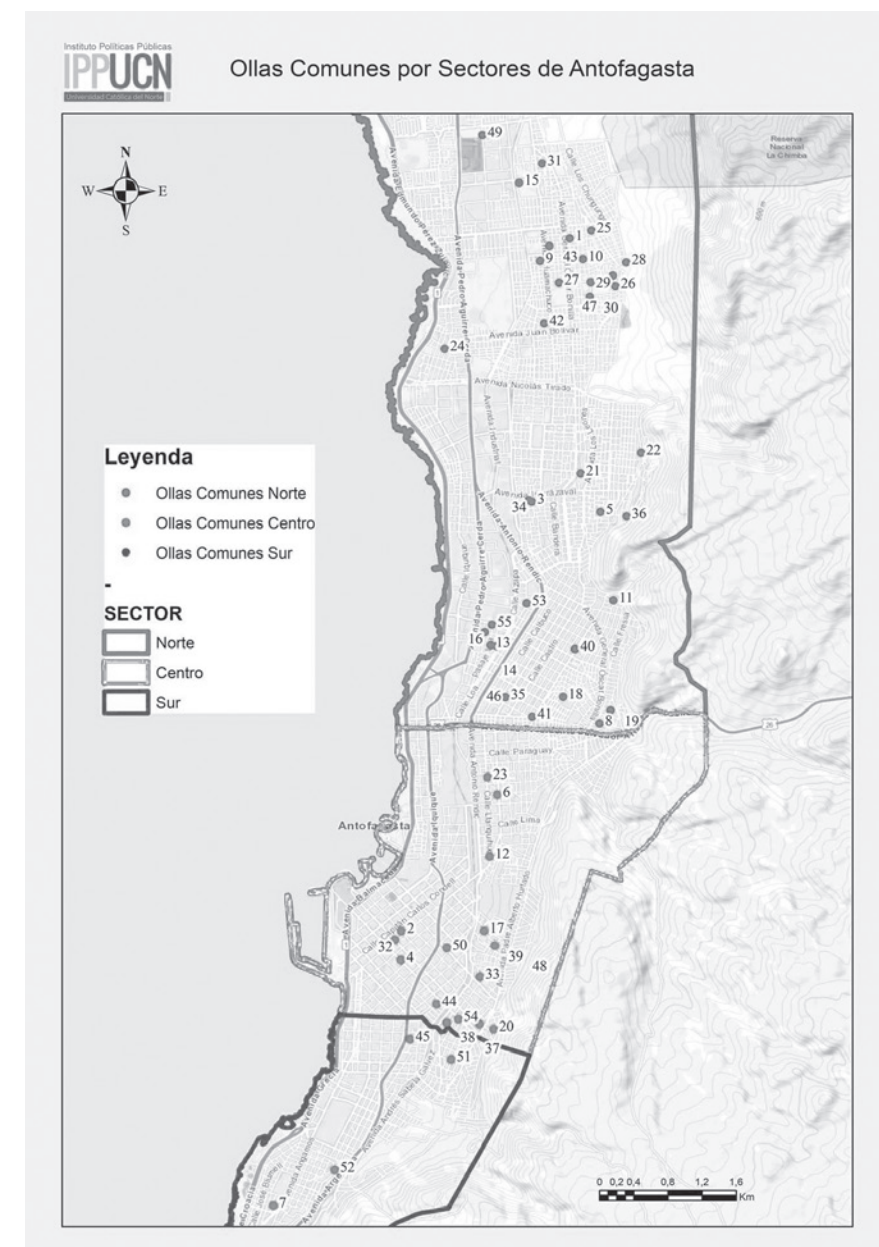


Figure 1. Popotes populaires par secteur d'Antofagasta. Crédit : IPPUCN



Crédit : Resumen Latinoamericano

À noter également, les initiatives organisées pour survenir aux besoins de la population migrante concentrée dans le nord du Chili, l'un des secteurs les plus vulnérables de la société. La précarité dans laquelle la grande majorité de ces derniers vit est extrême¹¹. Le rôle joué par la Coopération féministe migrante a été déterminant pour contribuer à ce que ces populations aient accès à un repas par jour, mais aussi, pour lutter en faveur de leurs droits, ainsi que pour contrer l'abandon de l'État auquel elles doivent faire face.

Dans ce sens, des *cabildos* citoyens se sont organisés, réunissant les citoyen-ne-s dans les parcs et autres lieux publics pour faire converger les préoccupations, donner une voix aux revendications, en contribuant à mettre en place des espaces de rencontre et de participation citoyenne¹². Ils ont aussi joué un rôle important pour faire contrepoids à l'impact du confinement. De multiples et diverses expressions de solidarité ont eu lieu à l'intérieur des réseaux destinés à mitiger l'impact social de la pandémie. Les communautés ont démontré leurs capacités à se battre ensemble et à se structurer pour faire face à l'adversité. Tout comme à l'époque de la dictature¹³, les femmes jouent un rôle protagoniste dans cette crise qui secoue le pays.

Les diverses pratiques qui ont vu le jour à travers le pays ont mis de l'avant le besoin de récupérer la solidarité collective et ont contribué à intégrer dans le débat public sur la pandémie les réflexions et les dénonciations sur les iniquités, les discriminations, la répression, la défense des services publics de santé et d'éducation et aussi l'idée d'une nouvelle constitution. On entendait dans les manifestations des proclamations telles que : « Le système chilien est plus cruel que le coronavirus ». Les débats du moment reprenaient les questions soulevées durant la révolte de 2019. Une volonté d'inscrire la pandémie comme un problème social est devenue de plus en plus explicite. « En ce sens les "mouvements nés de la pandémie" ont démontré leur impact social au-delà des résultats concrets de leurs actions »¹⁴. Le processus constitutionnel et l'exigence de réaliser un plébiscite devenaient présents.

Ainsi, malgré les restrictions associées à la pandémie et la forte pression des forces sociales réfractaires, un plébiscite national a été tenu en octobre 2020. La population s'est mobilisée et s'est prononcée massivement pour l'option de rédiger une nouvelle Constitution. S'en est suivi le processus vers l'élection des 155 membres de l'assemblée constituante (*Convención Constituyente*), qui a

comme mission la rédaction de cette nouvelle charte magne. Les membres ont été élu-e-s les 15 et 16 mai 2021 suite à un processus ardu pour déterminer les critères de composition de cette instance. La parité hommes/femmes est décidée et 17 places sont réservées pour les peuples autochtones, un fait historique sans précédent. Les résultats de l'élection nationale de l'assemblée constituante révèlent un refus des partis traditionnels et une importante montée des indépendants. Les dynamiques se tissent autour de préoccupations des droits sociaux et les préoccupations écologistes, féministes, régionalistes et autochtones sont à l'avant-plan.

Les élections présidentielles du 19 décembre 2021¹⁵, tenues après une vaste mobilisation à travers le pays, mènent au pouvoir une coalition de centre gauche avec 55,8 % de votes. Gabriel Boric, nouveau président et le plus jeune dans l'histoire du pays (36 ans), ainsi que deux ministres de son exécutif ont été leaders du printemps étudiant de 2011. Ils se veulent porteurs de la justice sociale et du respect des droits humains revendiqués par les mouvements sociaux, en plus des questions liées à la protection environnementale, qui occupent une place importante dans le nouveau programme gouvernemental. Les mouvements sociaux demeurent toutefois attentifs à une tendance de conciliation avec le modèle de marché qui apparaît déjà visible dans le nouveau pouvoir.

Mais le processus constitutionnel, vécu en grande partie au cœur de la crise sanitaire, enrichit des luttes issues de la révolte sociale et d'autres qui l'ont précédée. Ce processus a aussi réussi à mener, malgré les limites que la pandémie a imposées, un intense débat de société permettant d'envisager l'idée d'un nouvel ordre social qui aurait le bien commun comme principe d'action politique. Dans ce processus, les femmes ont assumé avec force le rôle d'agentes de changement, devenant des leadeuses organisationnelles et en incluant de nouvelles thématiques au débat social. Les femmes l'ont fait en

refusant de rester chez elles en attente d'une issue fatale à la crise¹⁶. Elles vont proposer des actions pour prendre soin d'elles-mêmes et en même temps du tissu social et communautaire pour rompre avec la désespérance. Une éthique du soin renouvelée se construit et les femmes créent des liens avec des sphères publiques du politique. L'écoféminisme est mis de l'avant comme principe transversal pour un projet de pays et son rôle clé dans l'actualité est valorisé dans la perspective d'une société plus résiliente, engagée pour les transformations.

Notes

1 Ce texte est écrit dans le cadre des travaux du projet de recherche *Resistaction* – Les dimensions critique et politique de l'éducation relative à l'environnement en contexte de conflit socioécologique et leur apport à l'émergence d'alternatives (CRSH 2018- 2023, <https://resistaction.uqam.ca/>), qui se penche sur les processus de co-apprentissage et sur les perspectives de formation à l'écocitoyenneté qui se forgent dans ces contextes, ainsi qu'à la construction d'alternatives écosociales qui émergent à partir de ces situations. Deux réalités culturelles contrastées sont explorées : celles du Québec et du Chili.

2 D'après Durán, Gonzalo et Kremerman, Marco (2021). *La pobreza del modelo chileno. La insuficiencia de los ingresos del trabajo y pensiones*, en 2020, le taux de personnes en situation de pauvreté a varié entre 10,8 % et 52,3 % selon les critères de mesure appliqués et, chez les personnes âgées, le taux de pauvreté dépassait 45 %. L'extrême pauvreté aurait doublé au cours des quatre dernières années.

3 *Fundación Sol*, en ligne : <https://fundacionso.cl/blog/estudios-2/post/la-pobreza-del-modelo-chileno-2021-6791>, Organización Internacional del Trabajo. « Chile : efectos de la pandemia generaron consecuencias sin precedentes en el mundo del trabajo », en ligne : https://www.ilo.org/santiago/sala-de-prensa/WCMS_761927/lang-es/index.htm. « Empleo en Chile : antes, durante y después de la pandemia », en ligne : <https://www.ciperchile.cl/2021/11/12/empleo-en-chile-antes-durante-y-despues-de-la-pandemia/>

4 Favorisées par la privatisation croissante des systèmes de santé, d'éducation, de retraite et de gestion de l'eau, gérés selon les logiques de marché en vigueur. Le Chili se retrouve parmi les cinq pays qui ont subi l'augmentation la plus importante de l'iniquité sociale en Amérique latine, d'après le rapport « Panorama Social de América Latina », publié par la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL) en janvier 2022.

5 Espinoza, D. (2020). « Ollas comunes : lección de resistencia y solidaridad en tiempos de crisis ». *Palabra Pública*, no. 23, Universidad de Chile, en ligne : <https://palabrapublica.uchile.cl/2020/07/23/ollas-comunes-resistencia-solidaridad-crisis-2/>.

6 Selon les données de mars 2002 du ministère de la

Isabel Orellana est professeure au Département de didactique et directrice du Centre de recherche en éducation et formation relatives à l'environnement et à l'écocitoyenneté de l'Université du Québec à Montréal, responsable du projet de recherche *Resistaction*. Elle s'intéresse aux dimensions critiques et politiques de l'éducation relative à l'environnement, à la construction sociale de savoirs dans ce domaine et ses perspectives, particulièrement dans des contextes de mobilisation sociale et conflit socioécologique associés à l'expansion de l'extractivisme.

Gabriel Poisson est candidat à la maîtrise en Sciences de l'environnement à l'Université du Québec à Montréal et est auxiliaire de recherche pour le projet *Resistaction*. Son parcours l'a mené à axer ses recherches autour de la transition énergétique et du racisme environnemental en Amérique latine, avec un intérêt particulier pour l'étude des conflits socioenvironnementaux engendrés par l'exploitation du lithium en territoires autochtones dans le nord du Chili.

Santé du Chili, 3 401 145 personnes ont eu le coronavirus au Chili et 55 865 en sont mortes.

7 Dirección General de Aguas – DGA (2022). « Escasez Hídrica para el 47,5 % de la población », Dirección General de Aguas. Ministerio de Obras Públicas, en ligne : <https://dga.mop.gob.cl/noticias/Paginas/DetalledeNoticias.aspx?item=835>.

8 Mission internationale d'observation des droits humains de la société civile, à laquelle le Comité pour les droits humains en Amérique latine (CDHAL) de Montréal a participé du 6 au 11 novembre 2019; Mission d'Amnistie internationale (rapport du 21 novembre 2019); Mission de Human Rights Watch (rapport du 26 novembre 2019); Mission du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (rapport du 13 décembre 2019); Mission de la Commission interaméricaine des droits humains (10 décembre 2019 et 31 janvier 2020); et Mission québécoise-canadienne d'observation des droits humains (rapport de juin 2020).

9 Pratique de solidarité, d'autogestion et d'organisation des personnes au sein des quartiers populaires afin de cuisiner collectivement pour résoudre le manque d'accès à la nourriture et au problème de la faim. (NDÉ)

10 Espinoza, *op. cit.*

11 Les camps de migrant-e-s dans le nord du Chili ne disposent pas de services de base. Ils n'ont pas d'eau potable, l'électricité est accessible à travers des installations spontanées, les habitations sont construites à partir de planches de carton ou de bois. Une grande partie des membres de ces communautés n'ont pas réussi à régulariser leur situation dans le pays, même après plusieurs années dans le pays.

12 Weibel Barahona et Pérez Campbell, Graciela (2021). « Cabildos, redes sociales y movilización : la receta de los independientes para saltar "el torniquete electoral" del proceso constituyente », *CIPER*, en ligne : <https://www.ciperchile.cl/2021/01/12/cabildos-redes-sociales-y-movilizacion-la-receta-de-los-independientes-para-saltar-el-torniquete-electoral-del-proceso-constituyente/>.

13 Dictature d'Augusto Pinochet, 1973-1990, à la suite de la prise du pouvoir par un coup d'État militaire.

14 Calvo, Dafne (2020). « Los movimientos sociales en tiempos de pandemia ». *CCCBLAB Investigación e innovación en cultura*, en ligne : <https://lab.cccb.org/es/los-movimientos-sociales-en-tiempos-de-pandemia/>.

15 Un premier tour a eu lieu le 21 novembre 2021, en même temps que l'élection des députés, sénateurs et conseillers régionaux.

16 Bolados García, Paola, Sánchez Cuevas, Alejandra, Alonso, Katta, Orellana, Carolina, Castillo, Alejandra et Damann, Maritza (2018). « Ecofeminizar el territorio. La ética del cuidado como estrategia frente a la violencia extractivista entre las Mujeres de Zonas de Sacrificio en Resistencia (Zona Central, Chile) », *Ecología Política*, no. 54, p. 83-88.

Références

Abriendo Caminos (24.05.2020). *Movimientos sociales y pandemia. Abriendo Caminos*, en ligne : https://abriendo-caminos.org/wp-content/uploads/2020/05/mov_soc-e1590714673444.jpg

Mouterde, Pierre et Allaire, Luc (2020). *Crise sociale et politique au Chili 2019-2020. Des atteintes systématiques et généralisées aux droits humains. Rapport de la mission québécoise et canadienne d'observation des droits humains au Chili*, 58 p., en ligne : <https://gripal.ca/2020/04/16/rapport-de-la-mission-quebecoise-et-canadienne-dobservation-des-droits-humains-au-chili/>

Nava, Agustín (2022). « Pandemia y protesta social en América Latina : tendencias, actores y demandas de la conflictividad social y laboral en Brasil, Argentina, Chile y Colombia. 2019-2020 », *Archivos de Historia del Movimiento Obrero y la Izquierda*, no. 20, p. 111-138.

Pleyers, Geoffrey (2021). « Movimientos sociales y ayuda mutua frente a la pandemia », *Mundos rurales*, no. 1, p. 9-222.



Illustration : Liana Pérez, 2022

Nicolas Guerrero

Iván López

Traduction par Alexi Hachey-Brunet

*Cali, Valle del Cauca, Colombie,
le 9 décembre 2021*

En l'an 1500, Nicolas Copernic, un jeune scientifique studieux, obtint son doctorat en astronomie et élaborait par de judicieux calculs mathématiques la théorie de l'héliocentrisme, permettant à des scientifiques comme Galilée d'établir les fondations solides de l'astronomie moderne.

500 ans plus tard, à mille kilomètres de distance, de l'autre côté de l'Atlantique en ces sols torrides, débuta le parcours d'un autre Nicolas, ici Nicolas Guerrero, un enfant indomptable à l'allure squelettique singulière, dont la petite enfance fut marquée par les hochets dorés qui punctuaient l'asphalte de ses rêves chimériques.

Ce matin fatidique du 3 mai touchait à sa fin, alors qu'il se dirigeait à pas lents dans la ville qui le vit naître et couvrit sa lignée du nom de Guerrero. Sans soupçonner qu'en ce jour, le soleil de l'aube s'était caché dans les ténèbres de la nuit parce qu'il vivait déjà avec l'histoire de l'espérance endeuillée, avec la boussole effrayante des chemins du vent, sans accorder d'importance à ce que se noie la tourmente en ces paysages obscurs.

En une fraction de seconde, la traître embuscade détruisit l'apparente tranquillité de la lune. Nicolas, immergé dans les moulins à vent, arborant une tenue spartiate, portait le cœur à l'épée, opposant résistance en bataille inégale contre les chars d'assaut blindés et le feu d'artillerie qui obscurcirent cette vie dans son printemps.

En hommage à ta mémoire, le 9 décembre, date à laquelle nous serions en train de célébrer un anniversaire devant ta digne figure, nous disons ce que nous disons pour que la mort n'ait pas le dernier mot, pour que le mot se taise lorsque les lâches perdent la bataille sans aller au combat.

Pour la santé de mon pays, j'exige punition pour les bourreaux qui ont trouvé un peuple qui chantait avec amour et douleur cette patrie tourmentée, qui ont repoussé nos rêves de haute aube dans la lutte chimérique de ceux qui ont allumé la lumière en barricade.

Nicolas, tes idéaux nobles furent remis à plus tard par des machines sinistres qui ne comprennent rien à l'intelligence, et encore moins à la décence de la condition humaine.

Au nom de Poésie au vent, je t'offre mon refuge. En ces temps obscurs pour rendre plus supportable l'ennui des jours, repose en paix, car tu as eu la chance d'avoir des parents prodigieux qui continuent de maintenir allumée la lumière de l'espérance pour que dans un futur proche, nous puissions renforcer cette beauté qu'est l'accolade solidaire pour la paix de ce pays qui t'a inscrit dans l'histoire.

Avec affection et considération,

Iván López, coordonnateur de Poésie au Vent, Loma de la dignidad, Cali, Colombie

Poète colombien, **Iván López** n'a pas étudié la littérature, mais plutôt le domaine des sciences humaines. Son amour pour la poésie remonte à son enfance, alors qu'il était écolier. Depuis 11 ans, il coordonne à Cali un espace nommé Poésie au vent avec un groupe d'amis·e·s écrivain·e·s. Poésie au vent organise aussi des rencontres littéraires, des concours de poésie et des concours de diction. Iván López a quant à lui participé au Festival international de poésie de Cali.

Mouvements sociaux au Chili : écoféminisme et interculturalité

Étude d'une démocratie communale

Ivette Doizi

Traduction par Cécile Loriato

Le Chili vit un processus constituant unique au monde par l'écriture d'une nouvelle Constitution d'un point de vue local qui remplacera celle écrite en 1980 pendant la dictature d'Augusto Pinochet. Le coup d'État de 1973 a transformé les relations sociales des communautés au Chili avec la mise en œuvre du système économique néolibéral. De même, ces dernières décennies ont vu la privatisation de tous les services sociaux (eau, électricité, santé, ainsi que les pensions de vieillesse). Le territoire et la société ont souffert de l'extractivisme de leurs richesses naturelles (eau, forêts, mines, etc.), ce qui a rendu précaire la vie des personnes et a causé des sécheresses, le déboisement des forêts, l'extinction des espèces et des incendies forestiers. Les problèmes environnementaux ont commencé à affecter la vie des personnes, par exemple, dans la Zone de sacrifice¹ de la commune de Quintero (5^e région de Valparaíso). Les mouvements sociaux ont toutefois permis la mise en place d'une certaine organisation territoriale, locale et biologique.

En octobre 2019, le peuple chilien a crié haut et fort : « Assez d'abus » (*Basta de abusos*) et « le Chili s'est réveillé » (*Chile despertó*). Nous avons réalisé une entrevue avec Paula Castro Astudillo, l'actuelle conseillère municipale de Quilpué de la 5^e région de Valparaíso, pour mieux comprendre la situation. Pour ce faire, nous avons

pris appui sur les théories critiques en éducation qui abordent la relation entre la société et l'éducation informelle née des processus d'organisation citoyenne par le biais de la pédagogie critique, qui prennent en considération la réflexion critique de la réalité à partir du point de vue des acteurs sociaux qui vivent et transforment cette réalité². Cette dernière a pris la forme d'une action pédagogique écoféministe et interculturelle.

La crise sociopolitique chilienne, associée à la crise générale du système de gouvernance néolibéral contemporain, trouve son origine dans le modèle juristocratique en place dans le pays depuis l'instauration de la Constitution de Pinochet en 1980³. Le mouvement de révolte sociale peut être associé à un processus radical et de destitution dont l'objectif, pour le moment, est de doter le pays d'une nouvelle constitution. D'un autre côté, il peut également être associé à une crise plus profonde, d'ordre structurel, du modèle hégémonique et à la crise écologique mondiale actuelle. Une des opportunités, mais aussi un des défis, auquel est confronté le peuple chilien, est de reconnaître l'existence et le droit à l'autodétermination des Premières Nations, dans cette nouvelle Constitution, puisqu'elles ne sont toujours pas reconnues par l'actuelle *Carta Magna*, même si l'ONU a déclaré en 2007 que l'autonomie est un droit des Premières Nations⁴. Dans ce contexte, l'écologie et l'interculturalité sont des préoccupations qui convergent dans les expériences d'empouvoirement local menées par des femmes qui construisent une nouvelle manière de faire de la politique à partir du local et du quotidien.

Nous avons discuté avec Paula Castro Astudillo, l'actuelle conseillère municipale de la commune de Quilpué, pour comprendre ce processus socio-politique de mobilisation depuis son expérience et le sens qu'elle lui donne. Paula se souvient que ses grand-mères, de leur vision généreuse et animaliste, étaient les premières activistes dont elle se rappelle pendant son enfance, même si ces dernières ignoraient qu'elles l'étaient. Par exemple, une d'elles recyclait l'eau et alimentait tous les jours les animaux qui vivaient sur les hauteurs de Valparaíso. De même, Paula raconte qu'elle a toujours été très critique et activiste comme ses grand-mères. Ainsi, elle a travaillé dans des organisations sociales dédiées à la protection de zones environnementales, comme le Poumon Vert (*el Pulmón Verde*) de Quilpué, puisque c'est dans ces zones de climat méditerranéen que, selon elle, « peut renaître la vie en cas de catastrophe mondiale ».

Son travail d'activiste a coïncidé avec l'*estallido*, la grande mobilisation sociale de la fin 2019, moment pendant lequel elle s'est organisée avec les voisin-e-s rencontré-e-s dans la rue dans les *cacerolazos*⁵ pour former un *Cabildo*⁶. Auparavant, ils et elles n'étaient pas très organisé-e-s. Après l'*estallido*, un mouvement très actif et plus participatif est survenu car les gens voulaient s'exprimer. Il y avait beaucoup d'idées et ils et elles ont organisé des popotes populaires pour discuter du pays qu'ils voulaient. Avec la pandémie, les mouvements sociaux semblent s'être arrêtés ; les voisin-e-s avaient dans l'idée de mettre en place un autre *Cabildo* lié aux professions du secteur, dans lequel ils et elles auraient montré



Citoyen-ne-s de Quilpué lors d'une manifestation

Crédit : Paula Castro Astudillo

à des personnes du quartier ce qu'ils et elles pouvaient offrir à la communauté locale avec leurs compétences professionnelles (soudure, charpenterie, tapisserie, coiffure, etc.). Il leur a paru important d'activer l'économie locale du quartier puisqu'à son tour elle permet la décentralisation des villes grâce à des économies plus solidaires, mais la pandémie est arrivée juste à ce moment-là et ils et elles n'avaient pas réussi à le faire, ont donc décidé de mettre à disposition tous les contacts existants dans un groupe WhatsApp pour que la co-construction d'une démocratie communale soit la responsabilité de tous et toutes.

Dans les *Cabildos*, Paula a rencontré d'autres personnes, telles que des activistes environnementaux, des antispécistes et des leaders sociaux, et avec elles, il a été possible de construire un conseil communal au sein duquel ils et elles pouvaient converger avec ou sans adhésion à un parti politique, comme Paula. Grâce au travail territorial de plusieurs générations à Quilpué, il a été possible de créer un processus politico-social qui a construit une démocratie communautaire aspirant à une politique depuis les bases, c'est-à-dire à partir des territoires, davantage qu'à partir des hauts dirigeants des

partis politiques. L'idée était celle d'un changement de paradigme. Souvent, les personnes affiliées à des partis politiques ne conçoivent pas que les choses se fassent sans les partis politiques. L'activisme de Paula Castro Astudillo l'a conduit à participer aux dernières élections primaires communales, lors desquelles elle a été élue conseillère municipale de Quilpué. Elle nous dit que son intention est de

« ... changer la manière de faire de la politique, la faire de manière plus horizontale, participative, je me situe dans un espace dans lequel je dispose de très peu de ressources pour former, réguler et fiscaliser, mais de plus, il me semble que je profite de cet espace pour coordonner, me mettre à disposition des organisations, renforcer les réseaux et générer du travail en commun pour mettre en avant des thématiques de droits humains, d'interculturalité et d'environnement ».

Les organisations environnementales se coordonnaient avant même l'*estallido* social de 2019, autour de causes qui rejoignaient les habitant-e-s de toute la 5^e région, comme la construction de la centrale thermoélectrique Los

Rulos. À partir de ces mobilisations, les communes ont commencé à s'organiser depuis les mêmes territoires et à décentraliser l'importance de Valparaíso comme capitale régionale. Selon Paula, il a également été possible de travailler autour de la préservation de la biosphère, un sujet très large qui dépendait d'une volonté politique entre les institutions et un conseil rassemblant les organisations ou la société organisée. Paula nous assure que l'*estallido* social d'octobre 2019 a été...

« un trop plein de sentiments d'injustice, le trop plein de rage ressentie par les gens du fait de cette inertie et de cette inaction, le trop plein de peur qui se transforme en courage, tellement d'injustice endurée... tout ce ressentiment qui s'accumulait depuis des années jaillit... maintenant les gens sortent de l'inertie, crient leur rage et l'action commence. Être dans les rues au milieu de l'action, de l'art, la musique et la solidarité... »

Elle pense que le travail précédent leur a permis de tirer parti de l'*estallido*, en vertu de la confiance qui leur a donné les conditions pour se coordonner et organiser des assemblées. C'était une période délicate, pour autant la confiance était très importante et ils et elles étaient à présent plus nombreux-euses. L'*estallido* social les a tous-tes pris par surprise. Cependant, c'était pour cela qu'ils et elles avaient travaillé depuis des années, « l'éveil des consciences ». C'était comme poursuivre la lutte, mais plus aussi seul-e-s. Comprendre l'organisation, les changements et le pouvoir au jour le jour a eu l'effet d'un tremblement de terre pour les gens qui n'étaient pas actifs. La conseillère Paula nous dit également que nous avons tous et toutes ce pouvoir, si nous nous demandons : où mettons-nous notre argent? À qui donnons-nous du pouvoir, à une multinationale ou aux artisan-e-s de notre quartier? Achetons-nous nos légumes au supermarché ou les achetons-nous au marché local? Il y a ici un pouvoir,



Paula Castro Astudillo, l'actuelle conseillère municipale de Quilpué de la 5^e région de Valparaíso
Courtoisie de l'autrice

dans les relations avec les voisin-e-s et dans la manière de s'organiser avec les communautés.

Toutefois, la pandémie de la COVID-19 a eu des impacts sur les organisations et les mouvements sociaux, puisqu'avant la pandémie les voisin-e-s se rassemblaient sur la place publique de manière présentielle, mais ils et elles ont dû s'adapter aux circonstances. Pendant la pandémie, ils et elles ont préparé des paniers solidaires pour aider les voisin-e-s dans le besoin et les réseaux sociaux, comme WhatsApp, leur ont permis de continuer à s'organiser, bien que Paula assure que l'action en présentiel est irremplaçable. Nous

avons demandé à Paula ce qu'elle pense des mouvements féministes, environnementalistes et interculturels qui convergent aujourd'hui dans l'expérience démocratique communale de Quilpué.

« Oui! Je crois que ces sujets sont liés sur plusieurs dimensions. Je crois que la lutte environnementale est très liée au féminisme, pour l'éradication de la soumission, en fait c'est comme expérimenter et prendre soin de la Terre Mère tel un professeur doté de sagesse, et cela est aussi très lié à l'interculturalité et à la manière dont nos peuples ancestraux vivent en harmonie avec

leur environnement. Comprendre que nous faisons partie de la nature vous donne une autre vision des choses. Nous en faisons partie, nous ne sommes pas à part. Pour autant, cette cohabitation est nécessaire et de plus l'apprentissage que nous pouvons tirer de la nature est énorme. Si vous regardez la nature, son fonctionnement, elle est généreuse, elle est abondante et elle est source de nombreux apprentissages. Nous sommes principalement des femmes, le féminisme étant entendu comme une lutte pour l'équité, pour l'éradication de ce patriarcat, de ce patronage. Cette

Aujourd'hui des mouvements sociaux écoféministes et des Premières Nations au Chili se rassemblent pour rédiger une nouvelle Constitution issue de la base, dont le processus est le résultat de l'estallido social d'octobre 2019.

société, de manière caricaturale, ce mâle tout puissant qui décide et qui te marche dessus et qui est toujours en compétition. Cette logique c'est celle du machisme, c'est celle du capitalisme, c'est celle du système dominant actuel. En contrepoint, le féminisme cherche à changer profondément les mentalités, à changer de paradigme. Donc, ces changements sont liés à un vivre et cohabiter entre nous, mais également avec notre environnement naturel de manière plus harmonieuse. Pour cela, il s'agit de sauver la mémoire de nos ancêtres avec le féminisme et l'écologie. L'écologie viendrait tout chambouler. L'écologie est plus large que l'environnement, c'est une forme de vivre différente qui est liée au féminisme, à l'écologie, à l'environnement et au changement de système dominant ».

Paula insiste sur l'importance de la décentralisation des espaces pour s'organiser par rapport à la réalité locale avec l'objectif d'arriver à un changement de paradigme. L'empouvoirement peut s'atteindre en favorisant les personnes âgées et en développant les savoirs-être et les compétences personnelles chez les jeunes et les enfants dans un espace petit et puissant. La justice sociale concerne les personnes qui doivent chercher du

travail loin de chez elles, car s'il est possible de trouver des activités économiques dans votre espace, alors c'est du temps gagné en famille dans une logique spatiale locale. En bref, chaque espace doit décider à partir de ses propres nécessités et réalités.

Pour conclure, aujourd'hui des mouvements sociaux écoféministes et des Premières Nations au Chili se rassemblent pour rédiger une nouvelle Constitution issue de la base, dont le processus est le résultat de l'estallido social d'octobre 2019. Cependant, il est possible que l'estallido social ait été le point de non-retour d'une population mécontente depuis des décennies, tout comme celui de mobilisations et de luttes sociales des générations passées. C'est la première fois dans l'histoire constitutionnelle mondiale qu'est rédigée une constitution paritaire. Dans cette expérience, le peuple chilien se reconnaît comme divers et fait face au défi de protéger sa diversité humaine, culturelle et écologique comme un modèle unique au monde qui pourrait reconnaître l'environnement comme un sujet de droit constitutionnel⁷. Dans ce changement de paradigme, les femmes autochtones et non autochtones jouent un rôle fondamental, comme cela a été le cas de Paula Castro Astudillo, qui nous a enseigné avec ses mots une manière de faire de la politique depuis le local et le quotidien,

pour / par / avec nos voisin-e-s de toutes les générations. Il est possible que dans ce changement de paradigme les savoirs ancestraux réprimés et saccagés depuis des siècles se soient transmis au peuple chilien pendant les décennies de la dictature et la post dictature, dans la mesure où nos peuples originaires portent la philosophie de la nature humaine. Le *küme mogen*⁸ Mapuche, qui signifie le fait de savoir vivre en harmonie et réciprocité avec tous les êtres vivants. Nous croyons que le peuple chilien actuel, de la classe ouvrière jusqu'en haut, est uni à un autre peuple plus vieux. Bien qu'ils ne le sachent pas, les deux peuples sont connectés, Mapuche et non Mapuche, à une culture ancestrale, à une expérience de conscience dérivée d'un dialogue constant avec leur territoire⁹ et leur histoire.

Ivette Doizi est assistante de recherche à la Chaire UNESCO DCMÉT et est candidate au doctorat en éducation de l'Université du Québec en Outaouais. Elle est diplômée en Pédagogie des sciences sociales, avec spécialisation en histoire et géographie du Chili. Elle possède également une maîtrise en Études hispaniques au Canada. Ses recherches portent sur l'interculturalité et l'écopédagogie à partir des théories sociocritiques et écoculturelles des connaissances humaines en éducation.

Notes

1 Au Chili, on appelle « Zone de sacrifice » certaines zones du pays qui sont sacrifiées au nom du développement économique capitaliste. Elles sont souvent situées près de complexes industriels et la qualité de l'air et de l'eau y sont médiocres, affectant la santé des populations.

2 Freire, Paulo (1980). *Pédagogie des opprimés*. Paris : Petite Collection Maspero.

3 Villalobos-Ruminott, Segio (2020). « Hacia un institucionalismo salvaje », *Universum*, no. 35 (1), p. 198-228.

4 Figuero, Vargas (2010). « Los pueblos indígenas : libre determinación y subjetividad internacional », *Revista jurídica de la Universidad Autónoma de Madrid*, no. 22, p. 105-123.

5 Les *cacerolazos* sont une forme de manifestation de rue qui consiste en l'utilisation d'une casserole et d'une cuillère pour se rendre visible en faisant du bruit.

6 Les *Cabildos* étaient des assemblées composées de voisin-e-s pour délibérer sur des sujets politiques dans l'Amérique Hispanique.

7 Berasaluce, M. et al. (2021). « Social-Environmental Conflicts in Chile : Is There any Potential for an Ecological Constitution? », *Sustainability* 2021, no. 13(22).

8 Philosophie issue du peuple mapuche.

9 Mora, Ziley (1992). *Yerpu : El libro sagrado de la Tierra del Sur*. Concepción : Editorial Kushe.

L'importance des Actions urgentes en soutien à la résistance en Amérique latine depuis le Canada

Équipe des actions urgentes du CDHAL¹

Notre travail quotidien

Le but des Actions urgentes est de mettre en lumière les actions des mouvements ou organisations qui luttent contre l'extractivisme ou toute autre forme d'exploitation des ressources au détriment du bien commun. C'est dans ce contexte que nous recevons, chaque semaine, plusieurs demandes par courriel pour soutenir ou diffuser les communiqués ou les activités des mouvements en Amérique latine. Mobilisations, dénonciations de déplacements forcés par les compagnies extractives, emprisonnement de leaders, menaces de mort et assassinats sont ce que nous voyons dans notre travail quotidien. Évidemment, la brutalité à laquelle sont confrontés les mouvements d'Amérique latine, c'est-à-dire l'autre visage des luttes pour la défense du territoire, au-delà du romantisme révolutionnaire, nous atteint.

Notre travail vise entre autres à soutenir la protection des militant·e·s menacé·e·s pour s'être opposé·e·s à des projets de développement qui compromettent leur mode de vie et les menaces proviennent souvent de propriétaires terriens, de politiciens liés au crime organisé, etc. Notre soutien consiste ici à donner une visibilité internationale à leurs causes et à publier des communiqués dénonçant les menaces tout en faisant pression sur les États pour qu'ils protègent les femmes et les hommes qui défendent les territoires. En 2022, nous avons

également soutenu et diffusé la libération de prisonniers politiques, comme les défenseur·e·s de la rivière Guapinol au Honduras, qui ont été emprisonné·e·s pendant 914 jours pour avoir défendu le fleuve contre une société minière britannique.

Nous avons aussi suivi des cas qui se produisent dans des régions où la violence est utilisée comme un mécanisme systématique pour imposer des mégaprojets. Malheureusement, nous constatons que ce schéma se répète dans de nombreux pays, principalement en Colombie, au Mexique, au Guatemala, au Honduras et au Brésil, où le crime organisé, la faiblesse des États et la pauvreté constituent un scénario parfait pour le développement de la voracité des entreprises.

Collaboration et suivi des dossiers

Au fil des ans, le CDHAL a noué des relations avec des organisations alliées qui partagent avec nous des nouvelles ou des articles sur certains cas et leur évolution. En fonction de cette information, nous diffusons ce que les organisations considèrent prioritaire comme l'impact de la pollution sur la souveraineté alimentaire des populations, les stratégies des compagnies minières pour détruire le tissu social en déplaçant les communautés, en s'appropriant leurs terres et en usant de la violence et/ou la militarisation, comme l'ont récemment dénoncé les camarades de El Estor Resiste au Guatemala. Nous pensons qu'il est de notre responsabilité de dénoncer le modèle minier canadien, l'un des

plus cupides au monde, et son mode d'opération en Amérique latine qui est une honte pour le Canada.

Au CDHAL, nous accompagnons également en personne ou virtuellement depuis plusieurs années, les initiatives de divers mouvements de défense territoriale, comme le Mouvement Rios Vivos en Colombie, qui a récemment alerté les communautés de la possible réactivation du projet hydroélectrique Hidroituango, ou le Mouvement des personnes affectées par les barrages au Brésil (MAB). Actuellement, le volet des Actions urgentes participe à un groupe de travail sur les impacts de la rupture de barrages miniers et les effets sur l'accès à l'eau potable pour les populations d'Aurizona et de Maranhão. Nous soutenons et diffusons également la campagne de collecte de fonds pour les inondations causées dans la région amazonienne, à Bahia et à Minas Gerais.

Comment notre travail est effectué et diffusé

Le Comité pour les droits humains en Amérique latine (CDHAL) fait un travail de solidarité avec les mouvements sociaux d'Amérique latine depuis un peu plus de 45 ans. Basé à Montréal, il a, tout au long de son histoire, promu diverses campagnes et demandes de soutien provenant de presque tout le continent. Depuis cet espace, l'équipe du CDHAL soutient les initiatives des mouvements avec lesquels elle se coordonne pour donner de la force à leurs revendications. Chaque semaine, nous partageons

une dizaine de publications sur notre site web, notamment des actualités, des communiqués, des pétitions, des campagnes, etc. Nous produisons également un balado d'actualité pour l'Association latino-américaine d'éducation radiophonique (ALER), qui est diffusé sur diverses stations de radio communautaire en Amérique latine. Le même matériel est traduit en français pour être diffusé au Canada via notre page Soundcloud.

La composition de l'équipe

L'équipe actuelle des Actions urgentes est composée de personnes qui doivent avoir une connaissance préalable du travail du CDHAL et des mouvements de défense du territoire en Amérique latine. Une partie importante de l'équipe est constituée de stagiaires, qui sont formé·e·s par leur travail quotidien à être sensibles et critiques à l'égard de ce qui se passe en Amérique latine. Voici pour illustrer ce contexte, quelques témoignages de membres de l'équipe :

Mon expérience au CDHAL a commencé dans le cadre d'un stage à la maîtrise, qui s'est déroulé au volet des actions urgentes. J'ai pu y rencontrer des femmes extraordinaires militantes et engagées, luttant pour la défense du territoire contre l'extractivisme en Amérique latine perpétré par de grandes entreprises, souvent canadiennes. À travers la veille médiatique menée par l'équipe, je me suis familiarisée avec un grand nombre de luttes au Brésil, en Colombie, au Guatemala ou encore au Chili, que ce soit pour le droit à la terre, à l'eau, à la justice ou simplement à la vie. Les

nouvelles que nous diffusons nous parviennent souvent directement des communautés affectées ou bien des organismes sur le terrain, alliés des communautés, ce qui fait qu'il y a une dimension humaine très forte à notre travail; il n'est pas rare que ce soient des luttes que l'équipe appuie depuis de nombreuses années, à travers lesquelles le CDHAL a développé des liens serrés avec les militant·e·s. C'est justement grâce à ces échanges que le travail des actions urgentes est si enrichissant, et c'est pourquoi je continue de m'impliquer bien après la fin de mon stage!

– Par Maude Normandin Bellefeuille, stagiaire (2020) et adjointe au dossier des Actions urgentes (2022)

C'est dans le cadre de mon baccalauréat en Études internationales, profil coopération et développement que j'ai commencé mon stage au CDHAL. Étant un passionné d'histoire et de politique latino-américaine, le CDHAL a été l'occasion parfaite pour moi d'approfondir mes connaissances sur la région. À travers mon expérience, j'ai été amené à travailler avec des personnes inspirantes (autant dans notre équipe qu'avec nos allié·e·s) ayant tous et toutes comme but commun la défense du territoire, de l'eau, de l'environnement et des droits humains en Amérique latine. Dans notre monde actuel qui peut sembler parfois apocalyptique, c'est rassurant de voir, à travers mon stage aux Actions urgentes, qu'il y a des personnes qui s'opposent et qui proposent des alternatives au capitalisme destructeur et à l'extractivisme. Les

Actions urgentes me permettent d'avoir un rôle actif dans cette lutte pour un monde plus juste, équitable et vert.

– Par Romain Roche, stagiaire au dossier des Actions urgentes (2022)

En tant qu'étudiante en relations internationales et droit international, le travail de stagiaire aux Actions urgentes du CDHAL est une expérience unique, qui permet l'application directe des compétences et connaissances acquises au cours de mon parcours universitaire. Il s'agit d'un énorme privilège et d'une grande inspiration pour moi de travailler au sein d'une équipe de personnes fortes et engagées dans le milieu social. Les activités réalisées chaque jour nous fournissent un canal de communication direct vers les groupes militant pour la défense du territoire en Amérique latine et nous rapprochent de cette façon des enjeux vécus par plusieurs de nos allié·e·s. Bien que très loin du milieu local où se déroulent ces luttes, ce contact donne un sens à notre travail et nous sensibilise aux injustices auxquelles nous, en tant que Canadien·ne·s, sommes souvent aveugles. Dans ce contexte, le travail du CDHAL et plus particulièrement des Actions urgentes est substantiel, mais ne peut continuer sans les efforts considérables des défenseurs et défenseuses de la terre qui dédient parfois leur vie pour la protection de leurs communautés et de l'environnement.

– Par Marie-Gabrielle Groleau, stagiaire au dossier des Actions urgentes (2022)

Nous pensons qu'il est de notre responsabilité de dénoncer le modèle minier canadien, l'un des plus cupides au monde, et son mode d'opération en Amérique latine qui est une honte pour le Canada.



Courtoisie de Rosalinda Hidalgo

Un internationalisme² de base

L'importance des Actions urgentes est marquée par la nécessité d'un internationalisme de base puisque la répression et le harcèlement des activistes territoriaux en Amérique latine sont des réalités qui dépassent les frontières et qui nécessitent un accompagnement des personnes ou groupes visés. Dans ce contexte, le soutien à la protection des communautés et des militant·e·s est un geste minimal

que nous pouvons poser depuis le Nord global. L'internationalisme de base auquel nous nous référons est motivé par notre indignation face à l'indifférence, à la destruction de l'environnement, à la persécution politique et aux conditions d'inégalité entre les pays du Sud et la richesse des pays du Nord, aux meurtres de femmes qui se sont battues contre une compagnie minière canadienne ou un

barrage. Nous devons promouvoir un internationalisme de base qui accompagne les défenseur·e·s qui luttent pour un autre monde possible, et en ce sens, les Actions urgentes du CDHAL sont précieuses et nécessaires.

Notes

1 L'équipe des actions urgentes du CDHAL est composée de Rosalinda Hidalgo, de Maude Normandin Bellefeuille, de Marie-Gabrielle Groleau et de Romain Roche.

2 « L'internationalisme est une idéologie qui encourage et met en place une solidarité de principes, d'intentions et d'actions parmi les individus et les forces collectives, et qui tend vers une organisation

dépassant les structures nationales ». (en ligne : <https://fr.wikipedia.org/wiki/Internationalisme>)

Être autochtone, pauvre et étudiant·e face à la pandémie de 2020 et 2021

Une organisation de jeunes et la COVID à Cuetzalan, Puebla

Ignacio Rivadeneyra

Traduction par Cécile Lorient

Cuetzalan est une municipalité très marginalisée de l'État de Puebla située dans la Sierra Norte. Durant de nombreuses années, la culture du café a permis un fort développement économique, mais du fait de la crise des prix, elle a perdu de son importance. Plusieurs personnes se consacrent aujourd'hui à la production et à la vente d'artisanat, ainsi qu'au tourisme national. Cuetzalan est un territoire d'Autochtones nahuas et leur culture y est très présente. Dans les villages de ce territoire, on retrouve différentes organisations de producteurs, de femmes et de jeunes, pour la médecine traditionnelle, ainsi que des radios communautaires. L'organisation *Tajpianij* (« gardiens » en nahuatl) rassemble de jeunes Autochtones étudiant·e·s de l'enseignement secondaire supérieur¹ de neuf villages de Cuetzalan. Cela fait dix ans qu'elle travaille pour la défense de l'environnement et du territoire.

Cadre de référence

Le ministère de l'Éducation publique de l'État de Puebla (MEP Puebla) a publié au début de l'année scolaire 2021-2022 le *Modèle éducatif hybride dans l'État de Puebla, Éducation primaire et secondaire, Cycle scolaire 2021-2022*, dans lequel il introduit des concepts tels que « participation inclusive », « reconnaissance de la diversité » et

« apprentissage situé ». Ce modèle met l'accent sur le sujet dans son individualité et non dans sa forme générique; il reconnaît que les populations urbaine et rurale, y compris la population autochtone, ont des intérêts, des perspectives et même des connaissances préalables différents. Le MEP rompt avec le discours selon lequel l'éducation est pour « tout le monde » alors qu'en réalité il y a plusieurs Mexique².

Le MEP Puebla insiste sur le fait que : « les efforts qui guident le Modèle éducatif hybride dans l'État de Puebla visent à surmonter les dichotomies qui ont prévalu durant toute une époque : l'éducation formelle par opposition aux apprentissages pertinents pour la vie, le face à face et la distance, la personne qui enseigne et celle qui apprend »³.

Face à la problématique d'une nouvelle pratique éducative, nous croyons qu'il faut examiner, comme le fait le document, de quel type d'apprentissage faut-il partir et comment l'atteindre. La question est de savoir si l'enseignement à distance a changé les concepts de l'éducation ainsi que leurs pratiques, si les enseignant·e·s doivent agir différemment pour l'apprentissage de leurs élèves, et si nous pouvons, comme le dit le MEP Puebla, accéder à un « apprentissage situé ».

Le MEP Puebla précise à ce sujet que : « les obstacles dus à une communication intermittente et inexistante avec les apprenant·e·s ont mis en danger l'acquisition des apprentissages, leur

permanence et, ce faisant, le droit à l'éducation ». Il présente également les défis à relever lorsqu'il affirme « qu'il est de toute évidence nécessaire de former les éducateurs et les éducatrices aux compétences numériques, de garantir l'accès à l'Internet et l'assimilation de méthodologies propres aux environnements virtuels, ainsi que de fournir un soutien au personnel enseignant et aux apprenant·e·s sur le plan socioémotionnel »⁴.

Le document du MEP présente ensuite des éléments qui fourniront aux enseignant·e·s des outils pour une éducation contextualisée propre à l'environnement des enfants et des jeunes. Il offre également un modèle flexible pour que les écoles adaptent les critères du MEP de façon autonome selon leurs contextes.

Les données de Cuetzalan, les organisations et le processus des droits humains

47,983 personnes vivent à Cuetzalan dont 80,9 % sont Nahuas⁵. Le niveau de retard scolaire et de marginalisation est élevé; en ce qui concerne la jeunesse, 58,3 % des 15 ans et plus n'ont pas achevé leur cours primaire. L'économie régionale est devenue précaire, car elle dépendait du café dont la production a diminué ces dix dernières années. Les villages qui produisaient la quasi-totalité de leur nourriture vivent aujourd'hui une crise alimentaire, car la baisse de la production les a contraints à recourir à des intrants extérieurs, une dépendance qui augmente l'inégalité et la



Cuetzalan del Progreso, État de Puebla

pollution. Les hommes et les femmes n'ont pas beaucoup d'options de développement personnel, ce qui les oblige à abandonner le travail agricole pour se consacrer à d'autres activités rentables à court terme ou à migrer vers d'autres régions. Les conditions de pauvreté persistent et s'aggravent en l'absence de services essentiels dans plusieurs communautés. De plus, les femmes vivent une double pression du fait de la migration de leur partenaire, puisqu'elles restent le principal soutien de leur famille, avec de bas salaires, une scolarisation incomplète et dans des contextes de violence de genre. L'accès difficile à des aliments diversifiés et de qualité dans le régime

alimentaire des familles a eu des effets importants sur la qualité de vie de la population. Aujourd'hui, face à l'ampleur de la pandémie de COVID-19, les populations souffrant de malnutrition représentent la majeure partie de la population vulnérable.

La région de Cuetzalan a une longue tradition en matière d'organisation : PRADE et la TOSEPAN des années 1970 et 1980, avec les thématiques de développement et de mouvement coopératif, d'expériences d'éducation interculturelle depuis les années 1980; Maseual Siuamej et la Comisión Takachiualis dans les années 1990 avec les thématiques des droits des femmes

et des droits humains; aujourd'hui, des organisations de radio communautaire avec Radio Tsinaka; Colectivo Tajpianij et Tiyat Tlali avec des thématiques propres aux jeunes Autochtones et à la défense du territoire. Ce ne sont que des exemples d'organisations dans lesquelles la personne qui écrit est et a été impliquée, mais il existe beaucoup d'autres expériences.

Dans le cas de la défense des droits humains, la Comisión Takachiualis dont les activités se sont déroulées entre 1989 et 2000 a participé aux Accords de San Andrés avec le mouvement zapatiste de 1994 à 1996 et au mouvement autochtone au Mexique. Elle a donné lieu à d'autres expériences comme un Tribunal autochtone, expérience réussie d'administration de la justice en accord avec la culture autochtone, et qui mène des activités de conciliation et de médiation depuis 2003, tout comme un projet sur les droits des femmes à la Maison de la femme autochtone qui promeut la défense, l'accueil et l'assistance aux femmes victimes de violence.

Les Tajpianij

Le collectif Tajpianij a servi de socle de connaissance et de structuration pour les actions en faveur de l'environnement de jeunes de 15 à 20 ans dans les écoles et les communautés. Plusieurs de ces actions nourrissent les programmes de vie communautaire ou scolaire ; autrement dit, les jeunes entreprennent des actions pour la préservation de l'environnement dans leurs écoles et leurs communautés de manière continue et volontaire.

Les Tajpianij ont entrepris une démarche en faveur de l'environnement et du territoire en 2011 à la suite de l'élaboration de la Planification intégrale de Cuetzalan, à laquelle ont participé les organisations sociales de la région pour contester les mégaprojets touristiques et miniers. Le travail se fait avec les jeunes Autochtones qui fréquentent l'école secondaire ou l'enseignement de niveau préuniversitaire de cette municipalité.

La méthode mise en œuvre par le collectif comprend les relations interculturelles. Par éducation interculturelle, on entend toute action d'apprentissage basée sur au moins trois principes : la reconnaissance de la différence des peuples autochtones et du fait qu'ils disposent des mêmes droits que les autres peuples; la relation entre les savoirs, les savoirs des communautés et ceux des autres peuples, et la participation de la communauté aux actions d'apprentissage.

Il s'agit de faire en sorte que les jeunes se familiarisent avec les problèmes de l'environnement et du territoire, tout ce que les changements climatiques impliquent et leurs effets sur le local, les cultures et les plantes, ainsi que sur les animaux et les écosystèmes locaux; qu'ils se familiarisent également avec les projets causant la mort dans la communauté (miniers, hydroélectriques) par opposition aux projets qui apportent la vie et le bien-être des personnes et des communautés : la production alimentaire par l'agriculture et l'élevage à petite échelle et l'artisanat. L'objectif est que les jeunes puissent reconnaître leur territoire et soient capables d'identifier les dommages et la manière de les corriger, de s'exprimer en public librement et sans être critiqué-e-s et de se former au leadership démocratique.

Au cours des dix ans d'existence du collectif, certain-e-s des jeunes qui y sont passé-e-s pendant leur scolarité ont ensuite choisi des carrières liées à la protection de l'environnement ou à la pédagogie. Récemment, l'équipe Tajpianij a fait une évaluation des réussites du collectif dont les suivantes :

» les jeunes prennent conscience de l'environnement;



Illustration : Isabel Orellana

» il manque un programme d'enseignement et de formation sur des sujets liés à l'environnement, sur la manière de réfléchir à l'impact que nous avons sur celui-ci;

» des espaces doivent être mis en place pour les jeunes du secondaire et de l'université pour que leurs propositions soient écoutées.

Finalement, Tajpianij est une expérience éducative; la méthode mise en œuvre comprend les relations interculturelles; autrement dit, toutes les actions d'apprentissage sont basées sur les principes mentionnés précédemment. Cependant, l'isolement des jeunes à cause de la COVID en 2020 et 2021 a constitué une expérience qu'il convient de souligner.

La COVID en 2020

En raison de l'apparition de la COVID-19, le gouverneur de l'État a promulgué un décret le 23 mars 2020 promouvant des

mesures sanitaires, dont la distanciation sociale et demandant de rester chez soi. Le programme « Apprends à la maison » a été mis en place. Les responsables de l'équipe Tajpianij (quatre personnes) ont choisi de travailler à domicile.

Dans le cas des écoles fréquentées par les jeunes, les enseignant-e-s envoyaient des exercices à leurs élèves dans les neuf matières de leurs programmes d'étude; les jeunes devaient s'adonner à de nombreuses activités, de sorte que certain-e-s avaient pris du retard et avaient fini par avoir davantage de travail.

Comme il n'était pas possible de faire des réunions ou des formations en face à face, l'équipe Tajpianij a proposé de travailler avec la même stratégie, c'est-à-dire envoyer des activités au groupe sur la plateforme WhatsApp qui était déjà utilisée pour communiquer, mais selon une dynamique différente. La

L'objectif est que les jeunes puissent reconnaître leur territoire et soient capables d'identifier les dommages et la manière de les corriger, de s'exprimer en public librement et sans être critiqué-e-s et de se former au leadership démocratique.

Le collectif a changé leur façon [aux jeunes] de voir l'environnement, les problèmes de leurs communautés, de la municipalité, de la sécurité alimentaire [...]

relation avec les élèves est devenue plus personnelle. On leur a demandé comment ils se sentaient dans cette nouvelle situation de rester à la maison; on leur a donné à lire les cahiers de sécurité alimentaire et on leur a fait faire les exercices; enfin, on leur a donné pour tâche de produire leurs aliments chez eux. Les réponses ont été de plusieurs ordres : tout d'abord, les Tajpianij souhaitaient plutôt se réunir, se rencontrer en personne, donc il y a eu peu de participation, très peu de jeunes ont répondu, peut-être 10 à 15 %; ensuite, il a été constaté que beaucoup de ces jeunes effectuaient des activités agricoles et de production alimentaire, comme planter des légumes ou prendre soin des plantes qui les nourrissent, certains ont envoyé des photos de légumes, de maïs, de café, de plantes ornementales; enfin, il en est ressorti qu'une dynamique différente était nécessaire pour aborder leurs activités.

Enfin, en juillet 2020 une première réunion a eu lieu avec 50 % des participant-e-s. Les jeunes ont dit que l'isolement avait été difficile à cause de l'impossibilité de voir leurs ami-e-s, parce qu'il y avait beaucoup de devoirs

en ligne avec l'école, qu'il n'y avait pas d'accès à Internet, que leurs données mobiles s'épuisaient rapidement et que c'était plus cher, parce que leurs parents n'avaient pas de travail et que c'était elles et eux qui devaient aller travailler. Une jeune d'une communauté a dit que dans son village il y avait eu un cas de COVID-19 qui les avait obligés à rester à la maison et dans la communauté sans en sortir pendant 14 jours, mais qu'elle et ses ami-e-s sortaient pour désinfecter et distribuer des masques.

Par ailleurs, dans les évaluations, les jeunes ont dit des choses qui ont beaucoup aidé à développer leur vision de Tajpianij. Le collectif a changé leur façon de voir l'environnement, les problèmes de leurs communautés, de la municipalité, de la sécurité alimentaire; en apprenant comment représenter leurs groupes dans les travaux d'équipe, la peur de parler en public, éprouvée avant de rejoindre Tajpianij, a disparu; la rencontre avec d'autres jeunes d'autres communautés a permis de se faire des ami-e-s. Les jeunes se sont rendu compte qu'il était possible de faire de l'engrais organique et des légumes dans leurs écoles et au sein de leurs familles, et aussi que le plus important, c'est ce qui se fait dans leurs maisons et leurs familles.

Nous considérons que les Tajpianij ont dépassé leurs peurs au sein du collectif. Avant la pandémie, les jeunes de 15 à 18 ans devaient donner des ateliers dans leurs écoles, avec leurs camarades ou les élèves du primaire et du secondaire. Elles et ils ont dit qu'être face à un groupe leur fait peur, mais que de le surmonter est très satisfaisant. Le groupe Tajpianij leur donne cette sécu-

rité dans les réunions parce qu'elles et ils se sentent en confiance sans que personne ne les critique. Les Tajpianij ont développé du matériel éducatif pour les ateliers sur l'environnement, ce qui les rend créatifs; de penser à de nouvelles dynamiques les sécurise.

Malgré les difficultés qu'a représenté pour les enseignant-e-s le travail en ligne de leurs élèves, avec le collectif Tajpianij ces dernier-e-s ont soumis sans problème leurs travaux et nous avons vu les activités et les plantations entreprises à la maison.

Conclusion

La leçon que la COVID-19 nous a enseignée est que nous ne sommes préparé-e-s ni à l'isolement ni à l'enseignement à distance. Le message « apprends à la maison » implique non seulement de disposer des outils nécessaires dans les communautés les plus éloignées, mais aussi de mettre en place les processus pédagogiques pour les utiliser au mieux.

En faisant référence aux difficultés que les jeunes ont surmontées dans le processus d'apprentissage à distance, on a vu que le plus important pour elles et eux a été le travail dans les champs, la production de leurs aliments et les activités à la maison.

Nous avons proposé des témoignages contribuant à problématiser la question de la crise de l'éducation. Nous pensons avoir réussi à montrer qu'il faut connaître les réalités sociales et économiques avant de chercher à établir les politiques publiques du MEP ou d'autres institutions.

Notes

1 L'enseignement secondaire supérieur (*educación media superior* ou *bachiller*) représente des études préparatoires aux études supérieures ou au marché du travail de deux ou trois années, généralement effectuées entre 15 et 19 ans.

2 Secretaría de Educación Pública del estado de Puebla (2021). Modelo Educativo Híbrido en

el Estado de Puebla Educación Básica y Media Superior Ciclo Escolar 2021-2022. En ligne : <http://sep.puebla.gob.mx/index.php/component/k2/prueba-2-2-2>

3 *Ibid.*, p. 6.

4 *Ibid.*, p. 8-9.

5 CENEVAL (2015).



Résistance

Martin Pouliot

Photographies par Manon Dumas

c'est aujourd'hui que ça se passe

aujourd'hui même

dans l'enivrement
des jours gris

et ça commence
sans aucun compromis

on se gratte les os
on se creuse le sang

on s'abonne aux révolutions
dans l'insouciance des incendies

les mains dans la vase
défiant la dureté/clarté du ciel

on investit toutes nos défaites
dans la douce ivresse du lendemain

Les yeux brûlés par la charité

insoumis aux noirceurs
des connexion Wi-Fi

tous les mots de passe ont été hackés

maintenant on se défend à l'aide
de pioche et de slogans

l'éducation n'est pas une marchandise
c'est une arme

une arme aussi puissante
que le sucre et la pitié

nous autres
rêveurs et utopistes

nous revendiquons
l'intensité du colibri
et la marche patiente
des étoiles

nous autres
nous sommes libres de droits

en train de construire
un monde nouveau

sans garantie
ni sécurité
ni permanence

nous ne distribuons aucune
publicité sur la place publique

n'imposons aucun orthographe
aux migrations

et n'adhérons à aucune pyrotechnie

tous les logos sont recyclés
nos fronts nous appartiennent en entier

nous traversons les frontières
comme des oiseaux aveugles

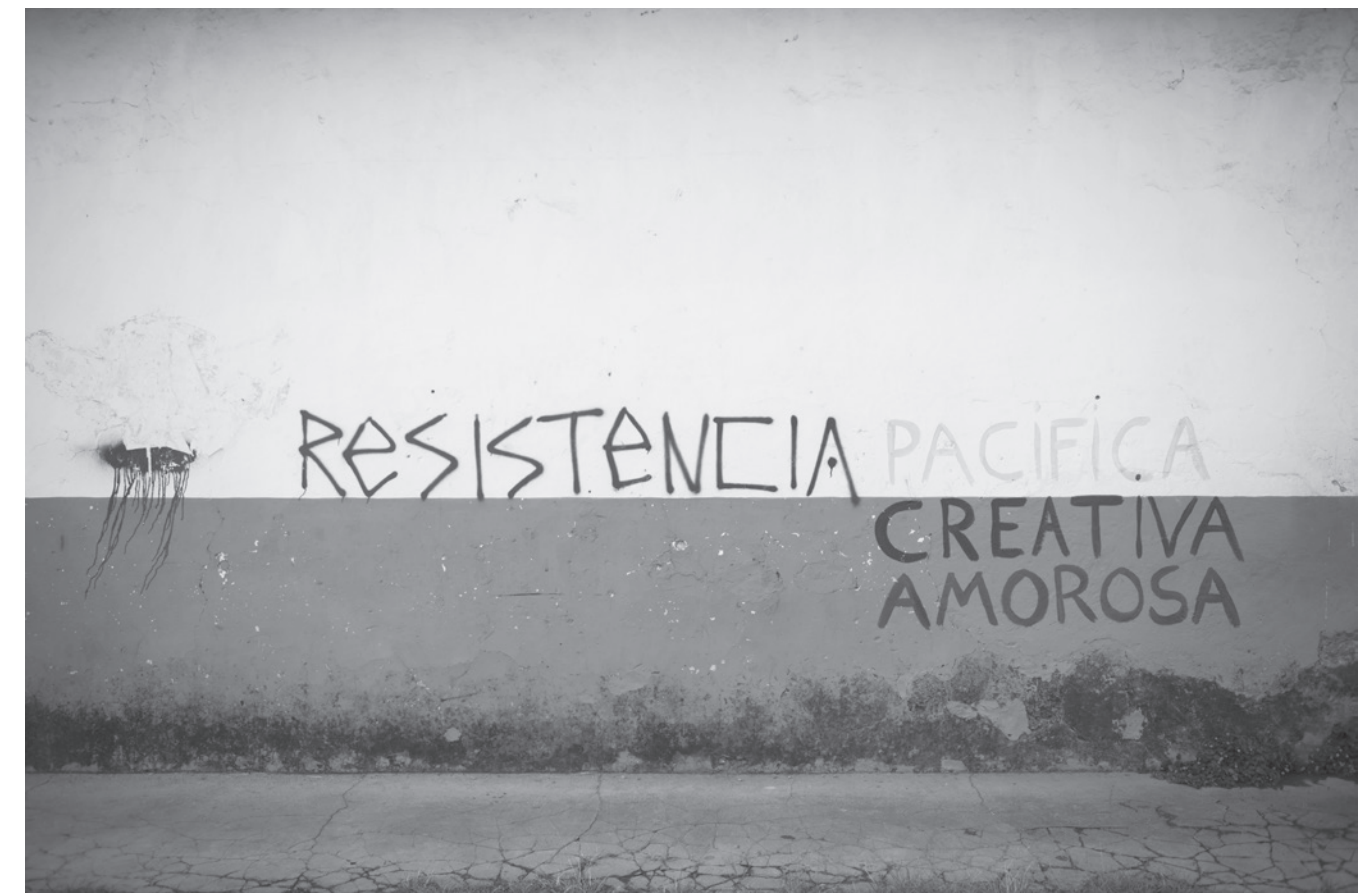
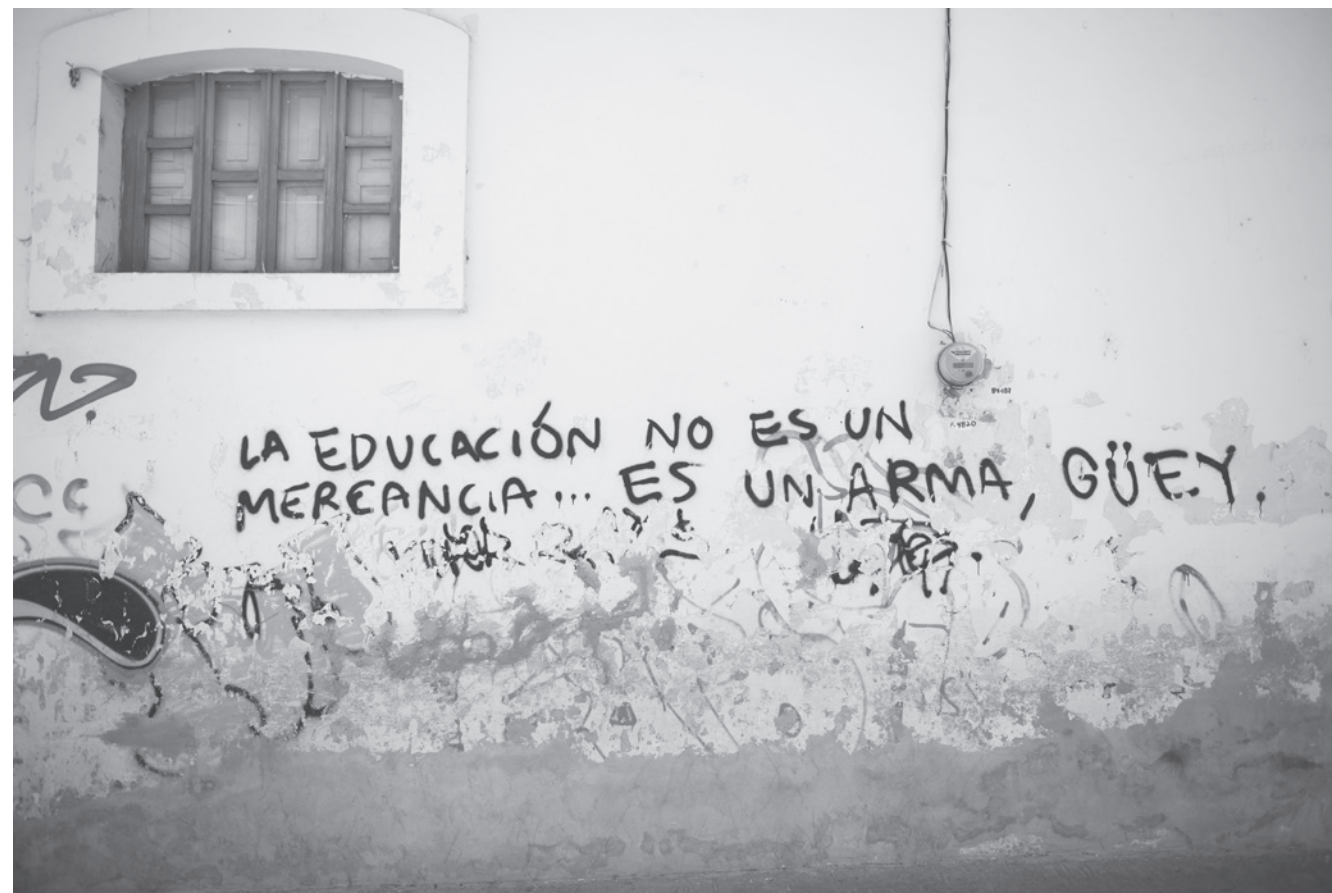
concedant nos flancs à la survie

nous autres

nous appartenons à la résistance
pacifique
créative
amoureuse

Né à Québec en 1968, **Martin Pouliot** est travailleur de rue. Il est l'auteur de plusieurs livres de poésie, de contes urbains, de pièces de théâtre et de chansons. Il partage son temps entre la création et l'implication communautaire.

Née à Lévis en 1979, **Manon Dumas** vit et travaille à Saint-Joachim, sur la Côte-de-Beaupré. Elle est anthropologue et photographe. Elle réalise actuellement un projet de recherche-crédation au deuxième cycle en anthropologie visuelle explorant la photographie, l'intimité et l'identité.



Photographies par Manon Dumas

AUX PROBLÈMES COLLECTIFS

DES SOLUTIONS SOLIDAIRES

fneeq 

Fédération nationale
des enseignantes et
des enseignants
du Québec

Comité de solidarité internationale du CCMM-CSN

Solidaires des luttes et des mouvements sociaux
pour une réelle transformation sociale!

Conseil central 
DU MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN CSN

**cmté
solidt
intl**

facebook.com/csi.cmm.csn

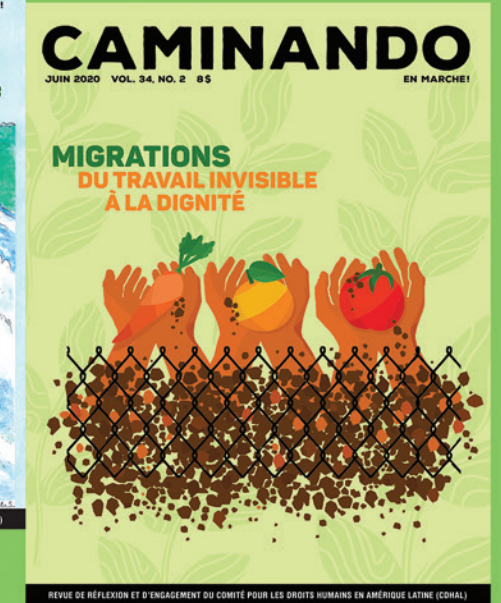


Le CDHAL tient à remercier sincèrement
la Société des Missions-Étrangères du Québec
qui appuie financièrement la production de Caminando,
ainsi que son volet promotion et développement.

Le CDHAL tient à remercier tous ses partenaires financiers et ses collaborateurs



IMPRIMÉ SUR DU PAPIER RÉCYCLÉ PAR KataSOHO



ABONNEZ-VOUS À CAMINANDO

Rendez-vous au www.caminando.ca
et utilisez le code promotionnel ci-dessous
pour obtenir 15 % sur le prix de votre abonnement

caminando15

Comité pour les droits humains en Amérique latine, 2022 © Tous droits réservés. Reproduction et partage interdits.

Comité pour les droits humains en Amérique latine, 2022 © Tous droits réservés. Reproduction et partage interdits.

*« Je suis sortie dans la rue
je frissonne
impossible de sortir si tu es enfermée
mais le geste d'y penser me réconforte
voilà tout. »*

– Sharon Pringle Félix,
"Je suis sortie dans la rue"



Comité pour les droits humains en Amérique latine
2534 rue Dandurand
Montréal (Québec) H1Y 1S1 Canada
caminando@cdhal.org
www.caminando.ca